

Coopérer aujourd'hui n° 65

► Antoine Deligne, Jérémie Maharetse

Méfiance, rivalités et enjeux de pouvoir autour d'un projet de développement

Le cas du projet « Objectif Sud » en pays tandroy (Madagascar)

Quatre récits permettent de présenter diverses situations où une équipe technique d'un projet de développement en pays tandroy se trouve confrontée aux logiques des acteurs locaux. Ces derniers ne perçoivent pas la présence d'étrangers sur leur territoire comme innocente et l'observent avec méfiance. L'activité du projet interfère dans le jeu des rivalités locales et les techniciens font face à des conflits, des désaccords qui peuvent remettre en cause le résultat des interventions.

Pour se doter d'une capacité de compréhension et de réaction face à ce type de problèmes, le projet Objectif Sud a eu recours à une équipe socio-anthropologique. Des exemples concrets permettent de comprendre le type de connaissance produite par cette équipe, son rôle et les conditions de son insertion dans un projet technique. Cette expérience pose la question fondamentale du mode d'insertion d'un projet de développement dans une société qui ne partage pas les mêmes représentations et valeurs, et de la manière dont il peut gérer au mieux les contradictions, voire les conflits qui ne manquent pas d'apparaître entre logique « projet » et logiques « locales ».

Sommaire

RESUME.....	3
GLOSSAIRE DES TERMES VERNACULAIRES TANDROY UTILISES DANS LE TEXTE.....	5
I. INTRODUCTION	7
1. LE PROJET DE DEVELOPPEMENT COMME INTERVENTION DANS DES SYSTEMES SOCIAUX DYNAMIQUES	7
2. LA REGION ANDROY, UNE REPUTATION DIFFICILE A SURMONTER	7
3. QUATRE RECITS POUR DEGAGER LES LOGIQUES LOCALES	8
4. LA DEMARCHE D'INTERVENTION : COMMUNICATION ET CONCERTATION AVEC LES BENEFICIAIRES.....	10
II. BELAMBO : LE PROJET « MANGEUR DE CŒUR » ET LA MEFIANCE ENVERS L'ETRANGER	11
1. UNE INTRODUCTION NEGLIGEE PAR L'EQUIPE OU UN REJET DE L'INTERVENTION DU PROJET PAR LE VILLAGE	12
2. LE TERRITOIRE ET L'IMBRICATION DE DIFFERENTS DROITS ET USAGES	12
3. LE PALAKATE	13
4. QUELQUES REGLES DE COMPORTEMENT POUR EVITER LA MEFIANCE.....	14
5. JUSQU'OU S'IMPLIQUER DANS LES RESEAUX LOCAUX ?.....	15
III. ANKILIMITRAHA, RUMEURS, JALOUSIE ET LUTTES POLITIQUES ENTRE GROUPES FAMILIAUX.....	17
1. UN ENFANT PERDU ET RETROUVE, LE REGLEMENT INITIAL D'UNE « FAUTE CONTRE L'ORDRE SOCIAL »	17
2. LA RUMEUR TOUCHE LE PROJET DES VAZAHA ET SUSCITE UNE ENQUETE OFFICIELLE .	17
3. L'ONCLE MATERNEL JALOUX DE LA COLLABORATION AVEC LE PROJET.....	19
4. LA RIVALITE POLITIQUE ET LA DISPUTE ANTERIEURE	20
5. LA RUMEUR COMME MANIPULATION POLITIQUE	22
6. LE MODE DE SELECTION DES PARTENAIRES	22
IV. BELAY-MAROLAVA, CONFLIT ET RIVALITE DE PRESTIGE ENTRE LIGNAGES POUR LE CONTROLE D'UN EQUIPEMENT COLLECTIF	24
1. UNE CONTRIBUTION REPARTIE EQUITABLEMENT ENTRE LIGNAGES	24
2. LA DISPUTE POUR LE CHOIX DU TERRAIN	25
3. LA CONCURRENCE ENTRE LIGNAGE POUR L'APPROPRIATION DE L'INFRASTRUCTURE .	26
4. UN PROBLEME DE CONFIANCE RECIPROQUE ANTERIEUR ET UN CONFLIT PERSONNEL.....	27
5. NEGOCIER LES DROITS SUR LA BASE DE GROUPES HIERARCHISES ET COHERENTS	28

V.	BEVATO, ENTRE LOGIQUES DE SOLIDARITE LIGNAGERE ET AFFINITES PERSONNELLES, OU FONDER UN GROUPE DE STOCKAGE ?	30
1.	L'OBLIGATION DE SE SOLIDARISER DE SON LIGNAGE ET DE RESTER DANS L'ENTRE SOI.....	30
2.	MODULER LA REFERENCE LIGNAGERE PAR DES RAPPORTS DE CONFIANCE RECIPROQUE	31
3.	DEPASSER LE DISCOURS NORMATIF ET DEBATTRE DES CONDITIONS QUI PERMETTENT D'ETABLIR LA CONFIANCE	32
VI.	CONCLUSION	33
1.	LE RESPECT DES TRADITIONS ET LE REGARD CROISE	33
2.	NE PAS IDEALISER POUR AUTANT LES COMMUNAUTES	33
3.	LE PROJET, ENJEU DE POUVOIR ET SOURCE DE CONFLIT	34
4.	TENIR COMPTE DES CONFLITS SANS S'Y LAISSER ENTRAINER	34
5.	LES FONCTIONS D'UNE EQUIPE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE DANS UN PROJET.....	35
5.1	Une expertise importante au démarrage d'un projet pour former les équipes techniques	35
5.2	Une fonction qui évolue avec le temps vers une fonction de « déminage »	36
5.3	Le problème de la mobilisation de compétences adéquates	37
5.4	Un positionnement délicat de l'équipe socio-anthropologique au sein de l'équipe projet.....	37
6.	L'INTELLIGENCE DU RELATIONNEL OU LE DIFFICILE EQUILIBRE ENTRE LES LOGIQUES LOCALES DE DONS ET CONTRE-DONS ET LA RIGUEUR DES PROCEDURES D'UN PROJET.....	39
6.1	Des légitimités qui rentrent en choc	39
6.2	Le risque de dérives	40
6.3	Un investissement en temps également important.....	41
7.	CONSTRUIRE LES RELATIONS INSTITUTIONNELLES DU PROJET EN FONCTION DE SES CHOIX POLITIQUES	41
7.1	La question du renforcement des catégories dominées	41
7.2	Des compromis nécessaires pour assurer la durabilité de nouvelles activités .	42
7.3	Des choix institutionnels qui ne sont jamais neutres	42
8.	L'IMPORTANCE D'UNE STRATEGIE DE COMMUNICATION ET D'ALLIANCES INSTITUTIONNELLES	43
	BIBLIOGRAPHIE	44

Résumé

Les actions des projets de développement n'arrivent pas en terrain neutre ; bien au contraire, ils mettent en jeu l'écheveau complexe des relations entre les familles, les différents types d'autorités et leurs réseaux. Le projet est perçu comme une menace ou une opportunité pour diverses rivalités locales et il peut réveiller certains conflits latents quand il ne les provoque pas directement. Les agents d'un projet de développement doivent gérer des situations tendues, souvent liées à diverses incompréhensions sur le sens et les motivations des actions du projet, qui ne sont jamais considérées comme complètement innocentes, gratuites ou neutres par les populations locales « bénéficiaires ».

Quatre récits tirés de l'expérience des auteurs présentent dans le contexte antandroy, au sud de Madagascar, diverses situations où l'équipe technique d'un projet¹ a été confrontée aux logiques des acteurs locaux. Dans le premier cas, l'équipe a été accusée d'être des « mangeurs de cœur », un système interprétatif lié à la sorcellerie. Cette accusation exprime la méfiance profonde des Tandroy envers des étrangers (par la nationalité ou du point de vue régionalo-ethnique) dont ils ne s'expliquent pas le comportement et les motivations. Cette hostilité peut être contournée par un travail de communication et par le respect de certaines règles de courtoisie dans les contacts initiaux. Un second incident montre comment une accusation similaire fut relancée par une rumeur dans un village où le projet était pourtant déjà bien connu. Un fait divers a été manipulé afin de nuire à un partenaire du projet. Les enjeux réels sous-jacents étaient ceux de la jalousie et des rivalités entre familles et lignages. Cet exemple montre que le choix d'interlocuteurs et de partenaires villageois crédibles est crucial pour la manière dont les autres villageois perçoivent le projet. Un troisième récit explique l'échec de la construction d'une infrastructure dans un village en raison du conflit entre deux clans pour le prestige lié au contrôle de celle-ci. L'équipe n'aura pas réussi à guider la négociation par son ignorance d'un conflit qui précédait son arrivée et qui ne lui sera jamais vraiment expliqué. Elle a aussi péché par son manque de flexibilité en posant comme condition que l'ensemble de la communauté villageoise devait bénéficier du projet, un idéal communautaire qui se confronte à la réalité des factions. Le dernier récit reprend partiellement une étape de la négociation pour la constitution de groupes de gestion de greniers de stockage. Le discours des protagonistes a évolué entre l'affirmation de la solidarité lignagère et des stratégies plus personnelles visant à s'associer aux personnes de confiance. Ainsi, la tradition lignagère apparaît comme une référence commune importante, mais sans idéalisme naïf. Les Tandroy ont pleinement conscience des conflits potentiels sous-jacents. Évoquer ceux-ci avec les bénéficiaires a permis à l'équipe du projet de proposer une formule d'association plus souple, moins étanche au lignage proprement dit, avec des groupes plus restreints et ouverts à d'autres participants en fonction des relations de confiance réciproques.

¹ Il s'agit du projet Objectif Sud, entre 2003 et 2007.

Ces récits n'ont pas pour objet de présenter des Tandroy rétifs aux interventions en tant que tels, mais bien au contraire de faire comprendre la complexité des relations dans lesquelles une intervention s'enclasse. Les agriculteurs réclament de garder la maîtrise de leur terroir et ne se voient pas comme les bénéficiaires déficients et passifs d'actions purement généreuses. Ils savent renverser les rôles et exigent d'être traités en hôtes. Ils sont conscients de certains équilibres locaux qui ne peuvent être remis en cause et ils ne souhaitent pas toujours payer le prix social pour un projet dont les bénéfices économiques seraient évidents par ailleurs.

L'activité d'un projet interfère dans le jeu des rivalités locales et les techniciens font face à des conflits, des désaccords qui peuvent remettre en cause le résultat des interventions. Pour se doter d'une capacité de compréhension et de réaction face à ce type de problèmes, le projet Objectif Sud a eu recours à une équipe socio-anthropologique, dont la fonction a évolué au cours du temps. Cette équipe a eu un rôle de formation auprès des équipes pour les sensibiliser au contexte local et a mené des enquêtes pour comprendre les situations particulières qui posaient problème. Elle peut faciliter la médiation et assurer la gestion des relations institutionnelles entre projet et autorités officielles et traditionnelles. Son insertion dans un projet technique n'est cependant pas aisée. Il faut pouvoir recruter des professionnels compétents, et organiser par la suite une mise en débat à égalité entre techniciens et anthropologues pour pouvoir surmonter les méfiances initiales et divergences de vue au sein de l'équipe projet.

Cette expérience pose la question fondamentale du mode d'insertion d'un projet de développement dans une société qui ne partage pas les mêmes représentations et valeurs, et de la manière dont il peut gérer au mieux les contradictions, voire les conflits qui ne manquent pas d'apparaître entre logique « projet » et logiques « locales ». Il s'agit pour le projet de respecter les coutumes et les hiérarchies locales indispensables dans une stratégie d'alliance afin de se préserver les appuis efficaces pour résoudre les désaccords et les conflits éventuels, sans pour autant se laisser manipuler par quelques individus opportunistes ou familles bien placées.

Ce document plaide en conclusion en faveur d'une prise en compte réaliste des dynamiques institutionnelles locales sans s'y soumettre et avec la volonté de mettre en place des modes de gestion appropriables. Ces systèmes ne doivent pas nécessairement être calqués sur les systèmes « traditionnels », mais doivent prendre en compte l'espace des possibles dans une société qui n'est jamais totalement figée, même si elle reste éloignée des normes des développeurs.

Glossaire des termes vernaculaires tandroy utilisés dans le texte

Bobely	Homme-cheval, être humain qui peut se transformer en cheval à tête d'homme la nuit et qui dévore le cœur ou le foie de personnes isolées
Efetse	Sacrifice traditionnel pour régler un conflit ou laver une faute
Fagnanandrae	Lignage ou sous-lignage
Fanjakana	Administration, autorité officielle, pouvoir officiel
Famosora	Lignage, groupe de parenté patrilinéaire qui se réfère à un ancêtre commun connu
Fatidrà	Frères ou sœurs de sang, liés par un pacte d'amitié indéfectible
Filongoa	Solidarité intra-villageoise, affirmation de l'unité indéfectible de tout le village face aux étrangers
Fokompatse	Groupe lignager maudit par leurs ancêtres depuis des générations et vivant complètement séparé des autres villageois
Fokontany	Dernier niveau de l'administration territoriale après la commune, entre 400 et 1 000 habitants. Un village proprement dit peut être composé de plusieurs <i>fokontany</i> et, inversement, un <i>fokontany</i> peut être formé de plusieurs villages et hameaux
Fomba	Tradition, ensemble des règles léguées par les ancêtres qui assurent l'identité des Tandroy
Kabary	Discours traditionnel ; par extension, réunion entre les anciens pour résoudre un litige ou prendre une décision importante
Haraty	Conflit ancien et profond entre membres d'un groupe lignager
Lolo	Fantôme, esprit d'un mort qui erre parmi les vivants
Magnefetse	Faire un sacrifice sanglant pour laver une faute, réaliser un <i>efetse</i>
Maito	« Laver » ; rompre les liens avec une personne en raison d'une faute envers le groupe social
Manasa	Exclusion d'une personne ou d'une famille de son lignage pour une faute très grave
Mpisidio	Suceur de sang, syn. <i>paladio</i> , autre nom pour <i>palakate</i>
Nanao loza	Commettre une faute qui perturbe l'ordre social, similaire à un inceste
Olobe	« Grand homme », chef désigné par l'administration ou choisi par les villageois, à la différence des anciens
Ombilahy mavo	« Taureau de robe beige ou sale », personne exclue de son lignage

Paladio	Suceur de sang
Palakate	« Mangeur de foie », mangeur de cœur
Razagne	Clan, se réfère à un ancêtre mythique
Tarira	Clan ou sous-clan, associé à un poteau sacré, le <i>hazomanga</i> où se déroulent les cérémonies claniques
Vazaha	« Étranger », « Blanc », toute personne étrangère au village, même malgache, souvent associée à une attitude hautaine
Volihena	Morceau réservé à l' <i>olobe</i> lors du sacrifice d'un zébu

Méfiance, rivalités et enjeux de pouvoir autour d'un projet de développement en pays tandroy (Madagascar)

Antoine Deligne, Jérémie Maharetse

I. INTRODUCTION

1. Le projet de développement comme intervention dans des systèmes sociaux dynamiques

Les actions des projets de développement ne se présentent pas en terrain neutre. Que les villages aient croisé de nombreux projets ou non, leurs habitants ne restent pas passifs, mais réagissent et souvent de manière inattendue à la présence des étrangers. Ces réactions n'impliquent pas seulement une relation à deux termes entre bénéficiaires et animateurs d'un projet. C'est l'écheveau complexe des relations entre les habitants, les familles, leurs différents réseaux qui sont mis en jeu. Les équipes débarquent dans les villages souvent « comme un cheveu dans la soupe » au milieu de conflits entre individus ou groupes locaux. Le projet est perçu comme une menace ou une opportunité pour diverses rivalités locales et il peut réveiller certains conflits latents quand il ne les provoque pas directement. Au cours de la mise en œuvre d'activités où l'accent est souvent mis sur l'acquisition de nouvelles techniques et procédures, un intervenant externe est aisément inattentif, voire parfois aveugle à la complexité des relations locales. L'objectif principal de ce document est de mettre l'accent sur l'importance de ces relations internes à la société villageoise locale et sur leurs conséquences possibles sur les activités du projet. Les agents du projet se situent à l'interface entre cette société et un organisme externe. Ils doivent gérer des situations tendues liées à diverses incompréhensions sur le sens et les motivations des actions jamais considérées comme complètement innocentes, gratuites ou neutres. Dans le contexte antandroy ces réactions se doublent d'une méfiance profonde envers les étrangers (par la nationalité ou du point de vue régionalo-ethnique) et les services administratifs de toute nature.

2. La région Androy, une réputation difficile à surmonter

Situé à l'extrême Sud de l'île de Madagascar, l'Androy, « le pays des épines », est une région au climat semi-aride connue pour son milieu difficile, son enclavement et ses périodes récurrentes de famine, le *kéré*. Ses habitants, les Tandroy² sont réputés pour leur fierté, leur endurance ainsi que leur fort traditionalisme. Ce sont des cultivateurs et des éleveurs de zébus or-

² Tandroy est le terme vernaculaire local, Antandroy est leur dénomination en malgache officiel. Dans la suite du texte nous utiliserons le vocabulaire du dialecte local tandroy.

ganisés selon les règles ancestrales des clans et des lignages. Cette population cumule de nombreux indicateurs de sous-développement qui renforcent les stéréotypes qui la caractérisent comme une zone restée à l'écart du monde moderne. Pire encore, cette région est considérée par certains comme « le cimetière des projets », laissant entendre que les populations y sont rétives à toute entreprise de modernisation, que ce soit de la part de l'État ou d'organismes non étatiques locaux et internationaux. Ce travail, en s'intéressant à certaines croyances et aux logiques lignagères, risque de renforcer cette image quelque peu désespérante et bien entendu très partielle³ de la vie des Tandroy. Pour y remédier, nous aurions pu montrer que, dans ce pays comme ailleurs, les hommes font face à des changements importants, environnementaux, économiques, politiques et sociétaux, auxquels ils s'adaptent de bien des manières. Par exemple, une économie de la migration modifie les rapports des jeunes à leur pays. Pourtant, nous adopterons ici un angle de vue qui laisse toute sa place aux traditions, tout en évitant une appréciation trop essentialiste et culturaliste ; nous montrerons comment les règles, les traditions ou les croyances sont manipulées par des hommes impliqués dans l'écheveau des relations locales à des fins de pouvoir et de prestige.

Les Tandroy restent très traditionalistes en ce sens qu'ils exigent de tous, et aussi de leurs visiteurs étrangers, qu'ils respectent un certain nombre de règles concernant notamment les prérogatives des aînés et les hiérarchies lignagères. Le lignage (*famosora*, *fanagnandrae*) est un groupe de descendance le plus souvent patrilineaire⁴ qui se réfère à un ancêtre commun connu. « C'est une notion à géométrie variable, qui s'applique à des degrés variés de profondeur généalogique et donc en référence à un ancêtre donné »⁵. Le clan (*razagne*, *tarira*) est le niveau d'extension le plus large du système et se réfère à un ancêtre mythique. Les hiérarchies entre les lignages et au sein de ceux-ci s'établissent selon les distinctions entre générations et entre frères aînés et cadets. Les lignages possèdent un territoire ancestral et se rassemblent pour des pratiques cérémonielles communes⁶ (circoncision, funérailles, etc.). Les Tandroy utilisent cette notion dans différents contextes, en se référant au lien le plus pertinent en rapport avec un interlocuteur. La référence au lignage est omniprésente dans les relations entre les Tandroy ; elle est si bien connue qu'elle est rarement explicitée. Ce système permet à chacun de connaître sa place dans la société, une place qui évolue au cours de l'existence.

3. Quatre récits pour dégager les logiques locales

Pour illustrer notre propos, nous avons choisi de raconter quatre histoires qui se sont présentées au cours de la mise en œuvre du projet « Objectif Sud » par l'équipe du Gret entre 2003 et 2007. Conscient de la difficulté de travailler dans la région Androy, ce projet très ambitieux avait la volonté de se démarquer d'autres programmes antérieurs par une meilleure prise en compte du contexte, en évitant une application aveugle de recettes éprouvées ailleurs, mais en

³ Qu'il y ait dans les comportements des paysans une part de défiance par rapport aux logiques administratives et étatiques n'est que trop évident dans leurs propos, mais il ne s'agit pourtant pas d'une « paysannerie 'non capturée', rétive et rebelle », qui « se refuserait à entrer dans l'économie moderne et se réfugierait dans l'autosubsistance et les solidarités anciennes, résistant à l'emprise de l'État et de l'économie moderne » (Olivier de Sardan, 1995 : 67). Olivier de Sardan analyse et critique cette « figure » de la littérature du développement en soulignant que les comportements paysans peuvent être plus justement appréhendés en termes de stratégies et « d'articulation » à l'économie moderne qu'en termes de « résistance » (1995 : 68-69). C'est d'ailleurs le propos de la suite du document.

⁴ Le lignage du côté maternel (toujours en suivant une descendance masculine), est également très important dans certaines circonstances, notamment les oncles maternels (cf. Bidaud-Rakotoarivony, 2007 : 32).

⁵ Lavigne Delville, 2007 : 11.

⁶ Bidaud-Rakotoarivony, 2007 : 33-34.

élaborant progressivement ses méthodologies d'action et en tâchant d'évaluer son travail par un « suivi de processus »⁷ accompagné par une équipe d'experts de la culture locale appuyée par un anthropologue. Les résultats de cette méthode de travail ont été commentés ailleurs⁸ ; ce qui nous intéresse ici, c'est de souligner que, dès le démarrage du projet, l'équipe s'attendait à rencontrer des incompréhensions et des difficultés relationnelles entre ses agents et les bénéficiaires tandroy et qu'il n'y a pas eu de négligence méthodologique de ce point de vue. Malgré un effort de communication important et un souci de compréhension de la société locale, les incidents ont été nombreux et récurrents.

Notre premier récit explique le cas fréquent où l'équipe a fait face à une situation tendue exprimant la méfiance profonde des Tandroy envers des étrangers (même malgaches) dont les villageois ne s'expliquent pas le comportement. Sans être toujours si dramatique, la méfiance, voire l'hostilité, sont fréquentes lorsqu'un projet se présente devant des bénéficiaires potentiels. La question est celle du mode d'insertion d'un projet dans un village. Le second incident montre comment la rumeur détourne un fait divers et peut lui faire prendre des proportions inattendues. L'analyse nous permettra de percevoir l'enjeu réel sous-jacent de la jalousie et des rivalités entre familles pour lesquelles le projet n'est qu'un prétexte. Dans ce cadre, le choix d'interlocuteurs et de partenaires villageois crédibles est crucial pour la manière dont les autres villageois percevront le projet. Le troisième récit explique l'échec de la construction d'une infrastructure dans un village en raison du conflit entre deux clans pour le prestige lié au contrôle de celle-ci. L'équipe n'aura pas réussi à guider la négociation par son ignorance d'un conflit qui précède son arrivée et qui ne lui sera jamais vraiment expliqué, mais aussi par son manque de flexibilité en voulant nécessairement que l'ensemble de la communauté villageoise bénéficie du projet, un idéal communautaire qui se confronte à la réalité des factions. Le dernier récit n'est pas un incident, mais reprend très partiellement une étape de la négociation pour la constitution de groupes de gestion de greniers de stockage. Le discours des protagonistes évolue entre l'affirmation de la solidarité lignagère et des stratégies plus personnelles visant à s'associer aux personnes de confiance. Ainsi, la tradition lignagère apparaît comme une référence commune importante, mais sans idéalisme naïf. Les Tandroy ont pleinement conscience des conflits potentiels sous-jacents. Évoquer ceux-ci avec les bénéficiaires a permis à l'équipe du projet de proposer une formule d'association plus souple avec des groupes plus restreints et moins étanches au lignage proprement dit. Dans cette perspective, les Tandroy n'apparaissent pas rétifs aux interventions en tant que telles, mais ils ont pleinement conscience des équilibres locaux qui peuvent être remis en cause et ne souhaitent pas toujours payer le prix social pour un projet dont les bénéfices économiques seraient évidents par ailleurs.

Les trois premiers récits sont le résultat d'enquêtes réalisées *a posteriori* par les auteurs, Jérémie Maharetse membre de l'équipe de suivi-évaluation depuis le début du projet et Antoine Deligne, chef de projet en 2006-2007. Les principaux protagonistes, villageois et agents du projet, ont expliqué les événements antérieurs tels qu'ils se souvenaient les avoir vécus et leur interprétation des raisons sous-jacentes à ces incidents. Loin d'une vision objective de la réalité informée par des observateurs neutres, le document présente des interprétations portées par des personnes directement impliquées et qui n'ont pas toujours renoncé à faire prévaloir leur vision des choses ou leurs intérêts par rapport au projet. Il ne s'agit pas ici de porter un jugement sur le bien-fondé ou non des comportements des uns et des autres, mais de mettre en exergue les logiques sur lesquelles ils s'appuient.

⁷ Mosse, 1998.

⁸ Fauroux, 2005.

4. La démarche d'intervention : communication et concertation avec les bénéficiaires

Afin de mettre en perspective ces récits et d'éviter de critiquer facilement une méthodologie mal élaborée, il convient d'avoir un aperçu de la démarche générale du projet Objectif Sud. L'équipe a travaillé longuement à l'identification des zones d'intervention et beaucoup communiqué au travers d'ateliers communaux. Au cours de ces réunions, l'équipe a pris contact avec les autorités communales et villageoises pour présenter le projet, ses différentes composantes (agriculture, microfinance, développement local et diversification économique) et les principes de son action comme l'absence de distribution directe ou de dons et la volonté de construire des partenariats sur le long terme. Les villages et les communes qui souhaitaient collaborer devaient en faire la demande écrite au projet. D'autres réunions devaient permettre d'établir les bases de ces collaborations, le choix des thématiques, etc. Pour le développement local qui concerne le troisième récit, le projet travailla directement avec les communes et mit en place des comités de sélection des dossiers de candidature pour la réalisation d'infrastructures demandées par les *fokontany*⁹. Le projet s'assurait ainsi d'une concertation large aussi bien des autorités que des villageois avant de valider ses interventions¹⁰.

En ce qui concerne l'agriculture, un travail exploratoire à travers toute la zone d'action et par commune a permis de répertorier des unités agro-écologiques et sociales relativement homogènes : les « mailles ». Au niveau communal, des discussions avec les représentants de ces mailles formées de quelques *fokontany* ont permis d'établir les thématiques prioritaires en matière de développement agricole pour chacune d'entre elles : protection des sols contre le vent et plantation de haies brise-vent, multiplication et amélioration des semences locales, tests de nouvelles variétés, etc. Les *fokontany* proposèrent des représentants ou d'autres personnes intéressées. Parmi celles-ci, le projet sélectionna en fonction de quelques critères techniques (notamment disponibilité en terre) des collaborateurs qui devinrent des « paysans relais » ou des « paysans pilote ». Ces personnes ont mis en œuvre des activités de recherche et démonstration qui servaient d'exemple et de formation pour les autres agriculteurs de la maille.

Parallèlement, l'équipe du suivi-évaluation identifia les clans, les lignages, les chefs et les notables de ces unités sociales au niveau de chaque commune afin d'informer et de conseiller les agents des unités techniques dans le choix de leurs partenaires. Si cette méthode de travail ne suivit pas exactement le modèle participatif avec l'utilisation des PRA¹¹, le principe était de travailler à la demande et sur la base d'une concertation plus ou moins large au départ. Le projet avait bien conscience de la complexité du milieu tandroy, d'où cet effort de communication et la volonté d'une mise en œuvre progressive avec l'accompagnement d'une équipe locale de suivi-évaluation. De la théorie à la pratique, il y a un écart non négligeable. Ainsi, les informations sur les lignages n'ont pratiquement jamais été utilisées par les techniciens qui n'en percevaient pas le sens pour leur pratique. De même, comme nous le verrons, le processus de

⁹ Le *fokontany* correspond à un ou plusieurs villages, c'est le niveau de l'administration territoriale le plus bas et comprend une population qui varie normalement entre 400 et 1 000 habitants. Le chef ou le président du *fokontany*, parfois également nommé chef de quartier, est un représentant nommé par le chef de district sur proposition du maire de la commune à partir d'une liste de candidats sélectionnés par les villageois. Le maire est, lui, issu d'une élection directe. Certains villages sont divisés en plusieurs *fokontany* selon une logique clanique et/ou lignagère, bien plus que territoriale. D'autres *fokontany* rassemblent plusieurs hameaux dispersés et parfois d'origine clanique et lignagère diverse.

¹⁰ Cf. le détail de la démarche de développement local mise en œuvre in Kibler, Perroud, 2005/06.

¹¹ *Participatory Rural Appraisal* ou « Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARF) » en français. La littérature sur ces méthodes d'enquête est abondante. On en trouvera un bref résumé sur le site : www.fao.org/participation.

concertation et de sélection des bénéficiaires a parfois été écourté et souvent manipulé par les personnes en mesure de le faire à l'insu des animateurs du projet. Ce n'est pourtant pas la démarche suivie qui est en cause. Qu'elle soit bonne ou perfectible, une démarche ne permet jamais d'éviter tous les problèmes, et les manipulations de la relation avec le projet sont en réalité dans l'ordre des choses. Ainsi, dès le démarrage des activités, les difficultés seront nombreuses et variées et le projet parviendra souvent à mobiliser son équipe pour trouver des solutions.

En conclusion, nous réfléchissons au rôle que peut jouer une équipe de socio-anthropologues pour aider une équipe projet à mieux s'intégrer dans les réseaux sociaux et institutionnels locaux.

II. BELAMBO : LE PROJET « MANGEUR DE CŒUR » ET LA MEFIANCE ENVERS L'ETRANGER

Au tout début du projet, en septembre 2003, après le travail d'identification des mailles et de sélection des paysans relais, l'équipe agricole s'apprêtait à lancer les activités de la saison des pluies attendue pour le mois suivant. Un soir, de retour d'une visite tardive sur une parcelle dans le village de Belambo dans la commune de Maroalopoty, la voiture du projet fut bloquée sur une piste de campagne par un groupe de villageois armés de sagaies et de pierres. Assez agressifs, ils accusèrent l'équipe d'être des *palakate*, des « mangeurs de cœur ». La situation était très tendue, les villageois voulaient les retenir. L'équipe expliqua les raisons de sa présence : le travail d'identification d'une parcelle de terre avec un paysan pour des activités de développement agricole, et que cette visite n'était que la seconde à cet endroit. Mais alors pourquoi ne s'étaient-ils pas arrêtés dans leur village, demandèrent les villageois ? Ces déplacements d'une voiture inconnue dans les environs du village et à une heure tardive avaient inquiété de nombreuses personnes. Des enfants avaient eu peur et certains s'étaient blessés en traversant des haies de cactus pour fuir ce qu'ils avaient cru être des *palakate*. La tension était vive et l'équipe effrayée par l'accusation et la réaction agressive des gens. Heureusement certains villageois reconnurent un animateur qui avait déjà travaillé dans cette zone un an ou deux auparavant et dans un autre cadre. Cela permit de faire baisser la tension et à la voiture de reprendre sa route sans dommage. Connaissant le travail antérieur de communication dans les communes et avec les mailles, comment avait-il été possible que ce village ne soit pas au courant de l'activité du projet ? Et pourquoi avaient-ils réagi aussi violemment ? Que signifient cette peur et cette accusation de *palakate* à laquelle le projet sera confronté à de nombreuses reprises ?

Il fallait que l'équipe puisse reprendre son travail dans de bonnes conditions rapidement. Aussi, dès le lendemain de cet incident, l'équipe du suivi-évaluation du projet se rendit dans ce village pour rencontrer les villageois, expliquer l'activité d'Objectif Sud et les raisons des déplacements d'un véhicule sur leur territoire. Il s'avéra que le paysan relais vivait dans une autre commune et avait choisi une parcelle lui appartenant située sur le territoire de Belambo pour mettre en place l'activité proposée par le projet. Ce paysan n'en avait pas parlé à Belambo et n'accompagnait pas l'équipe à son retour de la visite au champ ; il était rentré à pied par un autre chemin. Les villageois de Belambo n'avaient pas non plus sollicité le projet suite aux réunions d'information au niveau communal et ils n'avaient apparemment pas participé aux réunions par « maille » avec d'autres *fokontany*. La présence du projet sur leur territoire était donc fortuite.

1. Une introduction négligée par l'équipe ou un rejet de l'intervention du projet par le village

Cette absence de participation aux réunions antérieures n'était peut-être pas accidentelle, mais le résultat du choix des habitants, un refus du projet qu'ils ne pouvaient exprimer directement. L'équipe a tendance à penser que les gens soit souhaitent participer, soit sont neutres par rapport à leur intervention, alors qu'il n'est pas impossible que, bien ou mal informés, certains villages ne veulent tout simplement pas d'étrangers sur leur territoire, sans que ce soit dit explicitement¹² au cours des réunions. L'équipe a rencontré des refus de ce type par ailleurs, comme lors d'une visite dans un village pour une enquête sur les pratiques agricoles pendant laquelle tous les habitants refusèrent même d'adresser la parole à un agent du suivi-évaluation pourtant bien au fait des règles d'introduction chez les Tandroy. Une situation aussi claire reste rare, mais une hostilité latente envers des étrangers (même malgaches) à la première rencontre est fréquente.

Dans le cas présent, l'absence de salutations auprès des anciens, des chefs de lignages par l'équipe fut perçue comme une injure et une menace qui entraîna en réaction cette démonstration de force. L'équipe du projet était pourtant déjà rompue à cette pratique, mais guidée par l'agriculteur, ils n'ont probablement pas compris qu'ils se trouvaient sur un autre territoire ou, pressés par le temps, ont négligé de se présenter. Une intrusion – surtout de nuit et en contournant le village – est perçue comme malveillante, tant que l'on ne connaît pas l'identité relationnelle de l'étranger et que l'on ne possède pas une explication claire de ses motivations. L'identité relationnelle, c'est la personne au nom de qui on vient et la manière dont celle-ci est liée au village. Une introduction en bonne et due forme aux autorités d'un village permet d'éviter la plupart des réactions de frayeur, mais ne lève jamais complètement la méfiance envers les intentions réelles du visiteur.

2. Le territoire et l'imbrication de différents droits et usages

Une seconde erreur d'appréciation de l'équipe avait été de croire qu'un habitant d'un village cultive nécessairement des terres sur le territoire de son village ou, si ce n'est pas le cas, que l'autre village n'est pas concerné par son activité. Les situations sont évidemment plus complexes, les territoires se chevauchent, des relations existent par delà les limites administratives des *fokontany* ou des *communes*. Ces limites ne correspondent que partiellement aux territoires lignagers et sont d'ailleurs souvent l'objet de contestations pour des droits d'accès à des pâtures, des forêts ou d'autres ressources naturelles qui sont également régies par des règles d'appartenance lignagère¹³. Le territoire tandroy est la propriété des ancêtres qui ont laissé des signes visibles de leur appropriation : tombeaux, arbres et poteaux sacrés. Un homme, s'il souhaite vendre une terre, doit la proposer en priorité aux membres de son lignage et seulement ensuite hors de celui-ci. Certains hommes qui s'installent dans le village de leur beau-père (au contraire de la règle normale de la patri-localité) reçoivent des terres et parfois y fondent leur propre lignage, mais ils restent subordonnés au lignage qui les a accueillis. Ces règles de subordination peuvent provoquer des conflits surtout si la démographie évolue en fa-

¹² « (...) la résistance passive à un projet, ou le refus d'y participer, (...) sont autant de formes plus ou moins 'invisibles' (...) par lesquelles les plus démunis peuvent agir » (Olivier de Sardan, 1995 : 175).

¹³ La question foncière de la disjonction entre droit d'usage, appartenance lignagère et contrôle administratif est remarquablement décrite dans Lavigne Delville, Bouju, Le Roy, 2000. Cet ouvrage offre également une perspective similaire à notre travail et plus complète dans la prise en compte des conflits et du jeu des acteurs dans la cadre de l'intervention d'un projet de développement dans un autre contexte.

veur des immigrants. Les droits et les usages s'imbriquent sur un territoire de diverses manières : par des frontières officielles, par des échanges entre personnes, par des liens lignagers et des pratiques ancestrales. Dans notre cas, le bénéficiaire avait certainement le droit de cultiver sa parcelle à Belambo, mais sa collaboration avec le projet, perçu comme étranger, n'était pas un événement sans implication pour la communauté locale. En toute logique, elle avait son mot à dire et réclamait non pas de bénéficier du projet, mais que son autorité ancestrale sur son territoire soit reconnue.

3. Le palakate

L'explication donnée par les agents du suivi-évaluation permirent de calmer les villageois, mais leur réaction antérieure manifestait clairement la méfiance et la frayeur répandue dans tout le pays tandroy (et plus largement dans les zones rurales malgaches isolées) face à toute intrusion extérieure et inconnue sur leur territoire. Cette peur s'exprime régulièrement par des rumeurs de *palakate*, plus souvent que par des accusations directes.

Palakate se traduit littéralement par « mangeur de foie », il est aussi nommé *mpisidiao* ou *paladio*, « suceur de sang ». Dans d'autres régions du pays, on parle de *mpaka fo* ou de *mpaka ra* (littéralement : « preneur de cœur » ou « preneur de sang »)¹⁴. Ancrées dans l'imaginaire local, ces croyances sont très répandues tant sous la forme d'une menace pour jouer avec les frayeurs infantiles que comme système d'interprétation vis-à-vis du comportement anormal de certains villageois, d'une intrusion étrangère sur un territoire ou de mouvements nocturnes étranges.

Dans l'effroi que déclenche le *palakate*, il y a toujours l'idée d'un pouvoir extérieur, redoutable, qui opère dans une autre logique que la logique villageoise. Il est d'autant plus redouté que tous les pouvoirs, y compris les pouvoirs officiels de haut niveau (chefs de région, ministres, peut-être le président) sont supposés se soutenir. Personne ne sait par l'intermédiaire de quelles connexions, mais on soupçonne confusément des relations, des complicités entre tous les pouvoirs vraiment importants. Dans ces conditions, négocier avec le *palakate* ou l'attaquer de front est inimaginable, la lutte serait trop inégale. Le pouvoir sous toutes ses formes, économique, politique ou autre, laisse planer le doute sur la nature exacte de son acquisition. Selon les conceptions locales liées à la sorcellerie, le pouvoir du *palakate* se ressourcent en ponctionnant mystérieusement la vitalité villageoise. Pour agir plus insidieusement, il utilise des rabatteurs malgaches à l'apparence ordinaire. Ces complices reçoivent pour prix de leur trahison la protection de leurs maîtres *vazaha* ainsi que des miettes de leurs richesses et de leur pouvoir. Derrière tout ça, on croit à d'épouvantables pratiques magiques qui font tellement frémir qu'on n'ose même pas les imaginer. Le malgache complice apporte le cœur, le foie, le sang ou le sexe masculin, arrachés cruellement à une victime. Ce sont ces pratiques magiques secrètes qui donnent aux *vazaha* leur incroyable pouvoir.

Le *vazaha*, c'est-à-dire « l'étranger » européen ou malgache, souvent jeune et comparative-ment riche, est par nature suspect et associé aux *palakate*. Un *vazaha* est plus largement une personne revêtue d'une autorité qui n'est pas issue des rôles traditionnels locaux. Un enseignant malgache de passage, un riche commerçant et tous les fonctionnaires qui ont la possibilité de traiter les villageois comme leurs subordonnés sont considérés comme des *vazaha*. Leur autorité est rarement interprétée comme associée au pouvoir du *palakate*, mais le soupçon

¹⁴ Fauroux : communication personnelle. La suite de ce chapitre sur la notion de *palakate* doit beaucoup à Emmanuel Fauroux et reprend en partie textuellement certains de ses commentaires.

s'attachera plus vite à leur personne et leur attitude hautaine ou familière est un critère d'appréciation fondamental.

Cette logique de la force occulte du *palakate* se rapproche de cette autre croyance, celle des « hommes-chevaux », nommés par certains *bobely*. Il s'agit d'êtres humains qui, la nuit, se transforment en chevaux à tête d'homme. Ils sont affamés et parcourent la campagne en quête d'enfants ou de bouviers attardés. À l'instar du *palakate*, ils cherchent à dévorer des organes spécifiques, le foie ou le cœur de leurs victimes. Ils ont une faim irrésistible « comme des femmes enceintes ». Ces hommes chevaux sont organisés sous forme d'association secrète. Ils recherchent le pouvoir et ils sont riches. On leur reconnaît aussi des pouvoirs de divination. Les *palakate* sont différents, ils n'ont pas de pouvoirs de transformation et de divination, mais, comme eux, ils acquièrent leur pouvoir et leur richesse par la dévoration d'un organe qui contient la vitalité, la force intrinsèque de la personne.

Dans le même registre, des histoires de vols d'ossements dans des cimetières, de trafic d'organes pour des expérimentations circulent. Même si cette croyance est liée à l'isolement des zones rurales de la région androy et que les malgaches éduqués ne croient pas aux hommes chevaux, la plupart d'entre eux pensent que ces comportements abominables existent et que les trafics d'organes sont une réalité. Le récent développement d'un secteur minier dans la ville proche de Fort-Dauphin avec l'arrivée d'une compagnie internationale, de nombreux expatriés dotés de moyens considérables ainsi que la recrudescence des vols d'avion, y compris la nuit, ont favorisé les rumeurs sur la présence de *palakate*, de trafic d'organes, de cadavres retrouvés sans yeux ou sans sexe. Au-delà de la rumeur, il s'agit d'un système d'interprétation qui vise à rendre compte de la réussite « trop » rapide de certaines personnes, du pouvoir anormal acquis par des étrangers en marge des systèmes relationnels locaux. C'est évidemment un système de défiance et de protection qui rejoint l'ensemble des pratiques de sorcellerie encore très vivantes dans la société tandroy.

4. Quelques règles de comportement pour éviter la méfiance

Le problème posé par le *palakate* est grave car il peut déboucher sur des voies de fait et, au mieux, mettre en difficulté sérieuse les personnes qui se trouvent au centre de ces rumeurs. Dans un groupe soupçonné de ce crime, arrêté en rase campagne et menacé de lynchage, le *vazaha* n'est pas le plus en danger. On le croit trop puissant pour qu'il soit possible de lui faire subir des violences. Par contre, le comparse malgache est plus vulnérable et court un réel danger, même si les menaces de violence sont très rarement suivies d'exécution. Certains comportements permettent d'identifier le *palakate* : il circule après la tombée de la nuit dans un véhicule arrogant et anonyme, surtout s'il est de couleur rouge (couleur par excellence du pouvoir), les vitres fermées et opaques. Il se présente souvent sous la forme d'un couple *vazaha* / malgache, l'air arrogant et peu communicatif. Le *vazaha* est inconnu, hautain, il ne sourit pas, ne salue personne, il a souvent des lunettes noires. Son comparse malgache a l'air normal, mais on le devine prêt à tout pour gagner les faveurs de son maître. Il a un comportement servile.

Certains détails au contraire rassurent : le véhicule est bien identifié et se livre à des activités qui n'ont rien de mystérieux, il est plutôt de couleur blanche ou grise. Il circule de jour, bien avant la tombée de la nuit. Sa route est bien identifiée et il n'utilise pas des chemins de traverse. Ses passagers n'hésitent pas à descendre « boire un coup » dans une gargote. Pas de lunettes noires, mais des saluts chaleureux adressés aux passants rencontrés sur la route, aucune arrogance et aucune agressivité. Il ne faut pas que le coéquipier malgache descende de voiture en rase campagne pour demander un renseignement à un passant isolé : il y aurait une forte probabilité pour que ce dernier parte en courant à travers champs aussi vite que le lui permet-

tent ses jambes. Arrivé dans son hameau, il propagerait des rumeurs pour que son effroi ne passe pas pour de la couardise.

Les premières rencontres ou celles qui sont purement fortuites ne sont pas seules susceptibles de déclencher ces rumeurs. Même après plusieurs années de travail sur une zone, un incident peut les relancer. La rumeur continue de prospérer insidieusement que les *befangaly*, les « grandes bêches », comme certains agriculteurs appellent l'équipe agricole du projet Objectif Sud, sont des *palakate*. Au cours de leurs déplacements dans les villages tandroy, les animateurs du projet sont confrontés régulièrement à des réactions de peur et parfois à des accusations directes d'être au service des *palakate*. Certes, au fur et à mesure des années de collaboration, la méfiance s'est estompée et les animateurs ont tissé des liens personnels dans de nombreux villages. Néanmoins une voiture qui circule tardivement, la visite ponctuelle d'un étranger, le standing des animateurs qui roulent en moto (surtout quand on ne voit pas leur visage derrière leur casque), provoquent encore des réactions instinctives de peur et font resurgir ces croyances. La peur du *palakate* est constante, même si elle n'est pas alimentée par une rumeur spéciale. Elle peut être délibérément provoquée et savamment entretenue par quelqu'un qui a intérêt à déstabiliser une personne. Si on prend au sérieux ces rumeurs, elles peuvent être désarmées avant qu'il ne soit trop tard. Pour cela, il faut afficher un statut reconnu par les autorités, éventuellement présenter des autorisations officielles, être toujours accompagné de notables locaux connus dans lesquels les villageois ont confiance, apparaître souriant, chaleureux... À plusieurs reprises, face à des accusations, l'équipe du projet a dû solliciter l'appui du maire d'une commune pour qu'il communique aux représentants des *fo-kontany* que le projet travaille officiellement parmi eux et n'est associé à aucun trafic. Il est arrivé que le maire menace de sanction les villageois qui répandent des rumeurs associant le projet aux *palakate*.

5. Jusqu'où s'impliquer dans les réseaux locaux ?

Les activités officielles sont toujours suspectes de cacher un intérêt occulte particulièrement quand les motivations réelles du projet ne sont pas comprises. Et c'est souvent le cas des projets de développement et de leur paradigme altruiste sous-entendu¹⁵ qui semble contradictoire avec l'importance des moyens (véhicule 4x4, moto) qu'ils mettent en œuvre et de leur pouvoir d'action. Donner implique de prendre l'ascendant, d'obtenir du pouvoir sur la personne ou la population qui reçoit¹⁶. Et le pouvoir est toujours quelque peu menaçant surtout lorsqu'il ne s'intègre pas aux règles traditionnelles et aux réseaux de redistribution et d'échanges locaux. Ce sont particulièrement les cérémonies funéraires qui jouent ce rôle dans la société tandroy. Elles mobilisent des dépenses somptuaires qui sont indispensables pour maintenir le statut du lignage. Elles sont aussi l'occasion de revoir des parents éloignés et de résoudre de vieux conflits. Il s'agit de réaffirmer, de souder les liens au sein du groupe lignager et en dehors avec les groupes connexes. Il pourrait donc être perspicace de mieux inscrire le projet dans ce cadre. Néanmoins, le choix pour le projet de participer ou non à ces cérémonies (très fréquentes et longues) est complexe. Outre que les cadeaux nécessaires sont difficiles à présenter dans le cadre budgétaire d'un projet, une participation implique une intégration plus poussée des agents de terrain dans des relations de dons et de contre-dons qu'il n'est pas facile de gérer et de maintenir à un niveau raisonnable. Le risque existe aussi de favoriser des relations privilé-

¹⁵ Olivier de Sardan, 1995: 58.

¹⁶ Comme l'exprime bien le commentaire d'une femme villageoise en Inde à l'égard d'une équipe de projet : « *Aujourd'hui vous vous asseyez sur le sol, demain vous vous assiérez sur nos têtes* » repris par Mosse (2005: 78).

giées avec certains lignages et de susciter la jalousie des autres, et en conséquence de se retrouver impliqué dans la micro-politique locale et ses conflits. Néanmoins, le prestige associé à cette participation est réellement à considérer. Elle permettrait de nouer des liens de confiance, de changer le regard que les habitants portent sur notre présence, étrangère et donc étrange, et aussi de comprendre mieux la structuration de la société locale qui est mise en scène durant la cérémonie. Ces différents éléments doivent être appréciés en dialogue avec l'équipe de terrain, seule à même de juger de la manière dont une initiative de ce genre peut être perçue par les villageois.

Les problèmes de *palakate* contredisent l'idée courante chez les personnes peu familières du terrain que les projets sont accueillis favorablement où qu'ils aillent et quoiqu'ils proposent¹⁷. Si l'on n'est pas mal accueilli en pays tandroy, il est fondamental d'être introduit par quelqu'un de connu, d'informer et de passer par les canaux officiels des maires, des chefs de *fo-kontany* et des notables locaux. Et même ainsi, la méfiance prévaut pendant longtemps et des incidents peuvent surgir alors même que l'on pensait avoir établi des liens rapprochés. Cette méfiance se traduit également par une grande difficulté d'obtenir des informations fiables dans le cadre d'enquêtes concernant l'agriculture, la santé, les pratiques socioéconomiques, etc. Les interlocuteurs cherchent toujours à identifier les motivations cachées des questions posées et de la présence des enquêteurs. Ici et ailleurs, l'histoire de la colonisation, avec par exemple l'appropriation de terres par des étrangers, peut expliquer une part de cette méfiance¹⁸. En l'absence de raison parfaitement identifiée, de liens de confiance mutuels, la plupart des informateurs préfèrent mentir, donner de fausses informations¹⁹ ou peu précises plutôt que de se refuser ouvertement à répondre²⁰.

Dans ce premier exemple, nous avons fait ressortir le caractère traditionnel de la société tandroy par sa croyance aux *palakate* qui est une forme d'expression du rejet de comportements étrangers aux normes et à la logique villageoise. Elle s'est exprimée ici en rapport avec leur méfiance envers des étrangers qui n'ont pas respecté des règles minimales d'introduction sur le territoire villageois. C'est souvent aussi l'expression de leur incompréhension quant aux motivations réelles et supposées de l'intervention du projet. Des motivations cachées ne sont pas imputées uniquement aux étrangers, mais bien souvent également au voisinage dans la trame des relations quotidiennes, souvent dans le jeu concret des relations interpersonnelles qui impliquent lutte d'influence, jalousie et conflit d'intérêt. C'est le sujet du récit suivant.

¹⁷ Mosse (2005 : 77) présente en Inde un cas comparable où une équipe venue réaliser un PRA fait face à l'hostilité des villageois et doit quitter le village. Il cite également un exemple de PRA où tout se déroule selon les plans initiaux, mais n'en est pas moins manipulé pour cacher d'autres problèmes (2005 : 78).

¹⁸ Le projet Objectif Sud a rencontré cette difficulté dans le cadre de la plantation de haies brise-vent, refusée par nombre d'agriculteurs craignant que le projet ne s'approprie leur terre de cette manière, selon des exemples vécus antérieurement. « Leur expérience historique a enseigné aux villageois (...) que les étrangers qui affirment venir pour (les) aider arrivent avec leurs propres intérêts cachés. Accorder confiance à des étrangers dépend de la possibilité d'appréhender leurs motivations (...) » (Mosse, 2005 : 78).

¹⁹ Au cours d'enquêtes sur les pratiques agricoles dans la région Androy, nous avons reçus plusieurs questionnaires dont les réponses apparaissaient irréalistes, voire carrément mensongères. Souvent sans malveillance, les agriculteurs testent les connaissances de leurs enquêteurs par des réponses saugrenues ne prenant jamais trop au sérieux le travail demandé et si leur interlocuteur ne réagit pas, ils insistent d'autant plus dans cette voie. Étant donné la fréquence de ces comportements, d'autant plus élevée que l'enquête est ennuyeuse, c'est un facteur qu'il faut prendre en compte dans leur fiabilité. Plus sérieusement, on ne demande pas à un éleveur le nombre de zébus qu'il élève, c'est tabou et le chiffre indiqué aura toutes les chances d'être erroné (Fauroux, 2002 : 44). Bien d'autres informations sont sensibles et ne seront données par les villageois que par inadvertance dans des conversations hors sujet ou si la confiance est solidement établie. L'expérience de l'enquêteur est cruciale.

²⁰ Fauroux, 2002 : 43-45.

III. ANKILIMITRAHA, RUMEURS, JALOUSIE ET LUTTES POLITIQUES ENTRE GROUPES FAMILIAUX

En juin 2006, le projet reçut un courrier de la part d'un agriculteur, M. Zoemana, un partenaire du projet pour la production de semences de sorgho dans le village d'Ankilimitraha, de la commune de Sampona. Dans sa lettre, il se plaignait de faire face à des accusations graves en relation avec sa collaboration avec le projet. Il était convoqué par la gendarmerie d'Amboasary, le chef-lieu de district, pour répondre de son rôle dans l'enlèvement d'enfants en tant qu'intermédiaire pour les *vazaha* (c'est-à-dire des « étrangers ») du projet (considérés comme des *palakate*). Il sollicitait notre intervention pour attester sa bonne foi.

1. Un enfant perdu et retrouvé, le règlement initial d'une « faute contre l'ordre social »

À l'origine de cette accusation, un incident survenu quelques jours auparavant avait provoqué l'émoi de la population du village d'Ankilimanara, adjacent à celui d'Ankilimitraha. Un soir, les militaires firent irruption dans ce village à la recherche d'un enfant de la famille d'un militaire qui avait disparu. Ils passèrent chez un vieil homme, M. Tsivatia, et l'interrogèrent au sujet de l'enfant disparu. Effrayé, il nia connaître l'endroit où il se trouvait, mais les militaires en forçant sa porte découvrirent celui-ci dans sa propre case. Il avoua que l'enfant était venu chez lui avec son fils dans l'après-midi après l'école, mais paniqué par l'irruption des militaires armés, il avait menti. En réalité, son épouse et la mère de l'enfant « enlevé » étaient des *fatidrà*, des « sœurs de sang » liées par un pacte d'amitié. Leurs enfants respectifs étaient des amis et fréquentaient la même école. Ils étaient venus l'après-midi jouer chez Tsivatia et le soir, comme il était tard, le fils du militaire avait préféré rester chez son ami. L'épouse du militaire qui aurait pu expliquer l'absence de son fils était elle-même absente et le père ne voyant pas son enfant revenir et ne sachant où le chercher avait paniqué.

Le lendemain de cet incident, Tsivatia, les notables et le chef de son *fokontany*, furent convoqués au camp militaire pour le règlement de cette affaire. Le père de l'enfant accusa Tsivatia « d'avoir commis une faute grave » (*nanao loza*, le terme utilisé faisant référence à une faute qui perturbe l'ordre social « similaire à un inceste »). Les parents avaient déjà commencé à « pleurer la mort de leur enfant » et Tsivatia avait osé mentir en disant que l'enfant n'était pas chez lui. Tsivatia protesta de sa bonne foi, du fait qu'il avait réagi de cette manière par peur des militaires et pour protéger l'enfant ne sachant pourquoi ils le cherchaient. Au final, en négociant avec les militaires et afin de régler le problème parce qu'il n'était pas en position de force – « c'est vous l'État, même si nous sommes amis » – Tsivatia accepta de « sortir un zébu » car en quelque sorte « il avait trahi un frère de sang et mis en danger leur relation ». C'est l'*efetse*, le règlement traditionnel au cours duquel le fautif offre et sacrifie un zébu pour éradiquer la faute ou la malédiction. Dans le cas d'un conflit interpersonnel, et au contraire de la rupture d'un tabou (*faly*) qui implique directement les ancêtres, l'animal est rarement sacrifié et simplement offert en compensation.

2. La rumeur touche le projet des *vazaha* et suscite une enquête officielle

Pourtant, malgré ce règlement, l'affaire ne s'arrêta pas là. Des rumeurs commencèrent à circuler dans la commune selon lesquelles l'enfant avait été enlevé par Tsivatia à la demande de Zoemana afin de le remettre aux *palakate*. Les enclos de ces deux familles sont relativement

proches et accessibles par le même chemin. Un ou deux jours avant l'enlèvement, il y avait eu une fête avec des *vazaha* chez Zoemana pendant laquelle ils auraient convenu de cet arrangement. Et effectivement, deux jours auparavant, je m'étais rendu avec l'équipe agricole du projet chez Zoemana dans le cadre d'une visite-échange entre agriculteurs de la zone pour observer son champ de sorgho et discuter de cette culture. La rumeur était-elle apparue suffisamment crédible par beaucoup de gens pour que la gendarmerie s'en inquiète ?

D'après Zoemana, c'est son oncle Avisoa, le chef du *fokontany* d'Ankilimitraha, qui aurait répandu cette rumeur par jalousie et afin de lui nuire. Avisoa aurait arrangé directement cette affaire avec le chef du camp militaire. Ce dernier y aurait vu l'opportunité d'y gagner quelques zébus supplémentaires et il aurait averti la gendarmerie pour l'ouverture d'une enquête. Pour plusieurs témoins, l'intervention de la gendarmerie n'était pas fondée, mais visait elle-même à jouer sur la peur des villageois envers les forces de l'ordre pour récupérer quelques zébus au cours des négociations qui ne manqueraient pas de suivre. Vraies ou fausses, il faut évidemment rester prudent envers ces accusations qui nous intéressent ici surtout en tant qu'expression d'un conflit local qui utilise le projet soit comme système d'accusation, soit comme système de justification. Arrangement entre les militaires et les gendarmes, fausses accusations ou simple devoir d'enquête face à des faits préoccupants, personne ne sait exactement ce qui s'est passé, mais le fait est qu'une enquête officielle a été ouverte sans qu'on puisse déterminer précisément pourquoi et à la demande de qui. Cette enquête visait des notables, les personnes concernées dont Tsivatia et Zoemana et les chefs des *fokontany* d'Ankilimitraha et d'Ankilimanara, proches l'un de l'autre. Zoemana informé des rumeurs à son sujet et craignant d'être mis en prison, envoya une lettre au projet pour demander notre intervention.

En l'absence du chef de projet, l'équipe décida de réagir immédiatement et envoya une délégation formée d'un agronome malgache et du responsable de l'équipe suivi-évaluation, Jérémie. Ils retrouvèrent Zoemana à Amboasary qui attendait d'être interrogé par le brigadier. Ce dernier ne souhaitait rencontrer Zoemana qu'après avoir interrogé toutes les autres personnes convoquées. Le chef de brigade refusa de répondre à notre équipe sur les accusations concernant Zoemana et éventuellement le projet, mais précisa que Zoemana était convoqué uniquement pour enquête.

Ils se rendirent alors chez l'ancien maire de la commune de Sampona, un homme toujours influent, afin de lui demander ce qu'il convenait de faire. Il confirma qu'il avait entendu parler d'une accusation de trafic d'enfants avec les *vazaha*. Mais il ne s'agissait selon lui que de rumeurs. L'équipe du projet rencontra ensuite le maire actuel de la commune pour solliciter son appui. Il répondit qu'il était persuadé de la fausseté des allégations et qu'il devait s'agir d'une affaire de jalousie. Il regrettait aussi de n'avoir pas été sollicité pour assister au règlement du conflit entre les militaires et Tsivatia. Sous son égide, le premier arrangement n'aurait pu être remis en question et il n'aurait pas permis que l'enquête se poursuive. Enfin, l'équipe rendit visite au capitaine du camp militaire pour tenter de clarifier également la situation. Ce dernier expliqua le problème survenu avec l'enfant, mais se défendit d'avoir impliqué Zoemana ou le projet. L'intervention de l'équipe s'arrêta à ces quelques rencontres. L'essentiel était fait, les principaux responsables étaient au courant que le projet s'inquiétait des accusations et des rumeurs le concernant et qu'il ne pourrait y avoir de poursuite sans son intervention.

Deux jours plus tard, Zoemana retourna à la gendarmerie pour récupérer sa carte d'identité et répondre aux questions concernant la disparition de l'enfant. Il affirma qu'il n'avait rien à voir avec cette affaire. Les gendarmes firent pression sur lui en lui conseillant de s'arranger avec le père de l'enfant, faute de quoi il pourrait être convoqué au chef-lieu de la région. Zoemana

rejeta cette proposition en protestant de son ignorance et qu'il ne connaissait pas le père de l'enfant. Finalement, l'enquête ne fut pas poursuivie et Zoemana ne fut plus inquiété. Il est convaincu que l'intervention du projet avait effrayé les gendarmes et les avait convaincus de ne pas persévérer sans éléments sérieux.

Fin juillet 2006, soit quelques semaines plus tard, sans que le projet soit sollicité ou même mis au courant de cette initiative, le maire de la commune de Sampona organisa une réunion avec tous les chefs de *fokontany* de sa commune, au cours de laquelle ils établirent une liste des activités du projet Objectif Sud dans l'ensemble des *fokontany* et reconnurent la collaboration de Zoemana. Ils publièrent une lettre officielle signée par tous. Le maire avait souhaité ainsi mettre un terme aux rumeurs de *palakate* entourant le projet et Zoemana en particulier. Il est pourtant curieux que personne de l'équipe du projet ne fut informé ou présent à cette réunion.

3. L'oncle maternel jaloux de la collaboration avec le projet

L'association entre les activités du projet et celles des *palakate* dans une commune où nous travaillions depuis longtemps reflète d'une manière ou d'une autre une crise de confiance et nous cherchâmes à identifier les raisons qui avaient pu inciter les villageois à lancer ces rumeurs, en dehors de l'incident spécifique de l'enfant perdu. Nous interrogeâmes dans un premier temps Zoemana. Il nous expliqua que d'après lui, toute l'histoire était issue d'un conflit de longue date avec son oncle maternel, Avisoa. Dans la société tandroy, l'oncle possède un statut élevé vis-à-vis de son neveu, il est comme un père. Un homme ne peut s'opposer de manière directe à l'avis de son oncle et il doit le respecter en toute occasion. L'oncle maternel possède un statut spécifique vis-à-vis de son neveu, c'est lui qui le porte sur ses épaules lors de la cérémonie de circoncision. Il est aussi le garant des intérêts des enfants de sa sœur au sein d'une famille polygame.

D'après Zoemana, son oncle maternel, Avisoa, était fâché contre le projet depuis le début de l'intervention. À l'époque, en tant que chef du *fokontany*, il avait participé aux réunions organisées par le projet, il avait été désigné représentant de la maille regroupant plusieurs *fokontany* des terres « à sables roux » du nord de la commune de Sampona. En juin 2003, avant le démarrage des activités, le projet avait invité les représentants des différentes mailles pour une formation de deux jours à Ambovombe. Avisoa ne fut pas invité à cette première formation, mais il en eut connaissance par d'autres villageois et décida de participer de son propre chef. À l'issue de la formation, faute d'avoir été invité personnellement et inscrit sur la liste des participants, il ne put recevoir le remboursement de ses frais comme les autres personnes. Il rentra fâché de cette décision qu'il jugeait injustifiée et inégale.

Ensuite les premières activités débutèrent sur les mailles littorales avec la plantation de haies vives. Considérant qu'Avisoa n'était plus motivé pour collaborer avec le projet, Zoemana prit l'initiative d'envoyer une lettre au projet pour solliciter une collaboration. Suite à une première visite du projet dans leur village et en présence d'Avisoa, il proposa sa collaboration et ils convinrent d'un rendez-vous sur la thématique de production de semences de maïs. Lors de la deuxième visite du projet, l'agronome responsable du projet accompagné des animateurs se rendit directement chez Zoemana comme convenu et ne rencontra pas Avisoa qui, de son côté, n'ignorait rien de leur venue. Ils négocièrent directement avec Zoemana une collaboration en tant que paysan relais de cette maille. Avisoa s'était de lui-même mis à l'écart, mais il prit ombrage de la présence de Zoemana.

Les deux premières saisons de collaboration, la production de semences de maïs échoua complètement à cause d'une trop faible pluviométrie. Les villageois observaient les cultures avec curiosité, mais sans réel intérêt. Pendant la dernière saison des pluies, l'équipe proposa à

Zoemana de semer du sorgho à cycle court. Cette année-là, malgré la sécheresse, il obtint un excellent résultat alors que les mêmes parcelles dans d'autres communes ne produisirent pratiquement rien. Le projet encouragea donc Zoemana à accueillir d'autres agriculteurs des villages environnants et des autres communes pour discuter avec eux de l'intérêt du sorgho à cycle court, et aussi pour proposer des formations concernant la sélection variétale. Lors d'une de ces visites-échanges, je me suis moi-même rendu sur la parcelle. Avisoa et d'autres personnes environnantes qui n'étaient pas invitées nous rejoignirent également. L'intérêt des agriculteurs était très important et nous reçûmes plusieurs demandes de collaboration pour ce type de semences. Il semble qu'Avisoa était jaloux du succès rencontré par Zoemana et sa rancœur à l'encontre du projet en aurait été ravivée. L'incident de l'enfant perdu s'est produit le lendemain soir de cette visite-échange à laquelle j'avais assisté.

Interrogé sur sa propre version des faits, Avisoa nia être intervenu contre Zoemana dans cette affaire de *palakate*. Il ne croyait d'ailleurs pas à ces histoires de *palakate* (une affirmation courante, il est en effet rare de rencontrer quelqu'un de totalement convaincu de leur existence, ce type de croyance joue plus sur le doute, la confusion et le secret qui l'entoure que sur des faits avérés²¹). Par contre, il confirma la nature du conflit qui les oppose. Il était également très déçu de la collaboration avec le projet. Alors qu'il avait été nommé représentant de leur maille, il ne fut plus jamais contacté directement par le projet, ni informé des activités. Il avait remarqué que Zoemana s'était arrangé pour bénéficier des faveurs du projet sans en parler avec les autres personnes concernées. Il n'a pas compris cette manière de procéder du projet, de même que le refus de les considérer comme des participants à part entière lors de la formation antérieure.

Selon l'opinion d'un notable du village voisin d'Ankilimanara, Joasy, les accusations de *palakate* étaient compréhensibles et justifiées. « Pourquoi le projet travaille-t-il uniquement avec Zoemana » ?, interrogea-t-il. « Comment se fait-il que ni le chef de *fokontany*, ni les notables ne fussent tenus au courant des activités du projet dans leur village ? Même lorsqu'il y eut des visites avec d'autres agriculteurs, ils furent tenus à l'écart ». Ces questions, les villageois se les posaient. Que se cachait-il derrière qui ne puisse être avoué ? Par ailleurs, Zoemana est un homme riche et il use de ce pouvoir pour acquérir les postes officiels et exercer son influence. En ce sens, l'association de Zoemana à des *palakate* lui semblait logique. De son côté, il considérait que c'était la décision du projet d'écarter le village d'Ankilimanara de leur intervention au profit d'Ankilimitraha. Néanmoins, de son côté, il restait ouvert à toute proposition de collaboration.

On retrouve ici cette affirmation de l'obligation pour le projet de relation directe avec les notables et de la malveillance supposée des personnes qui contournent l'autorité traditionnelle, même si du côté du projet, il est possible que ce fut par inadvertance. Cependant, il n'est pas certain que la jalousie liée à la collaboration de Zoemana avec le projet fut au cœur de ce conflit.

4. La rivalité politique et la dispute antérieure

Selon Zoemana, ce sont les élections communales de 2004 qui sont à l'origine du conflit personnel qui l'oppose à son oncle. Zoemana a soutenu le candidat du TIM (parti de la majorité présidentielle) contre l'avis d'Avisoa qui soutenait le candidat du parti opposé (l'AVI). Avisoa

²¹ Fauroux (2002 : 44) parle même d'une interdiction de parler avec les étrangers des phénomènes liés à la magie et au surnaturel. L'interlocuteur « adopte souvent, alors, une hilarité de bon ton ».

considéra l'opposition de Zoemana comme un affront grave à son autorité et à son droit d'aînesse.

Après la victoire de son candidat, Avisoa réunit les notables pour leur dire qu'il voulait « couper » Zoemana de son lignage. Le terme tandroy utilisé, *maito*, signifie « rompre » et implique la rupture de la liaison familiale entre deux personnes ; c'est le premier degré d'une dispute intergénérationnelle entre père et fils, entre oncle et neveu. Elle se traduit par un refus systématique envers le coupable d'un échange de braises et de nourriture avec toute personne du lignage. Selon les propres termes d'Avisoa, « Zoemana ne le considère pas comme un père, un aîné » ; « je ne l'appelle pas fils et il ne m'appelle pas père ». Dans des cas plus graves, le terme utilisé est *manasa* et signifie au sens premier « enlever la saleté ». C'est le dernier degré d'une dispute dont la punition est l'expulsion du lignage. La personne ainsi victime d'un ostracisme lignager est l'*ombylahy mavo*, le « taureau de robe beige » ou « sale ». C'est la sanction la plus grave, car plus personne au sein du lignage ne peut avoir de relation avec la famille impliquée. Dans les cas extrêmes, la dispute peut conduire au meurtre de l'*ombylahy mavo* et devenir une vendetta qui peut se transmettre de génération en génération entre deux familles, comme une malédiction.

Bien plus souvent, les membres du lignage se mobilisent pour exiger des parties qu'elles acceptent un règlement. Pour lever cette faute, les notables informèrent Zoemana qu'Avisoa demandait en réparation deux grands zébus castrés. Un prix considérable. Au cours d'un long *kabary*²², d'une négociation serrée où les notables jouèrent de tout leur poids pour faire accepter à Avisoa un règlement plus modéré, il fut convenu que Zoemana devait payer un zébu et un bélier castrés plus une somme de vingt mille ariary. Avisoa exigea également la démission de Zoemana de son poste d'adjoint du chef de *fokontany*. Les notables proposèrent ultérieurement à la commune de nommer le frère de Zoemana à ce poste. Bien plus tard et après les dernières élections communales en 2007, c'est ce dernier qui fut nommé chef du *fokontany*.

Avisoa nous expliqua que Zoemana et sa famille contestent depuis longtemps son droit en tant qu'aîné au sein du lignage et qu'ils le concurrencent sur le poste de chef de *fokontany*. Ils sont riches et souhaitent exercer leur influence sur le village. C'est pour cette raison que Zoemana avait soutenu un autre candidat aux élections de 2004. En 2007, Avisoa était en tête de la liste proposée par les villageois pour le poste de chef de *fokontany*. Zoemana et sa famille auraient, selon lui, payé le maire et le chef de district pour que le frère aîné de Zoemana soit nommé à sa place et donc contre le choix des villageois. Depuis lors, les villageois sélectionnés par le *fokontany* afin d'assister à une formation en vaccination ou encore organiser une distribution de vivres ou d'autres activités en lien avec la commune, furent à chaque fois des membres proches de la famille de Zoemana tandis que les membres de son propre sous-lignage étaient écartés.

Pour mieux comprendre ce conflit d'autorité, il faut considérer les appartenances lignagères respectives qui forment la référence majeure pour situer la légitimité des droits respectifs. Le *fokontany* d'Ankilimitraha est composé de trois hameaux qui correspondent à trois sous-lignages apparentés et hiérarchisés. Avisoa par ses ancêtres appartient au lignage cadet Ntemarofoty issu d'un clan immigré, tandis que Zoemana et ses frères appartiennent au clan dominant de la zone, les Ntagnafotsimane. C'est par son mariage avec la tante maternelle de Zoemana qu'Avisoa est en lien avec le clan dominant et qu'il bénéficie d'un statut supérieur en tant qu'oncle maternel et aîné de sa génération. Donc Avisoa a autorité sur la génération de

²² Le *kabary* est littéralement un « discours traditionnel » et par extension un débat, une « palabre » traditionnelle avec les notables lignagers visant à un règlement en accord avec les ancêtres lignagers.

Zoemana et de ses frères, mais en tant que parent par alliance, il n'a pas autorité sur le clan et le lignage. Dans cette configuration, le conflit de pouvoir est latent. Le frère de Zoemana est légitime dans son poste de chef fokontany, comme Avisoa est légitime dans son autorité sur la famille de Zoemana. Avisoa utilise son ascendance par le côté maternel pour récupérer le pouvoir et la génération des frères de Zoemana réagit à cela. Cette situation engendre un *haraty*, « une rancœur ancienne et profonde », qui peut éclater inopinément, notamment sous la forme de rumeurs de *palakate* ou d'autres accusations du même genre comme *lolo*, « mort vivant » ou *angatse*, « fantôme », etc.

5. La rumeur comme manipulation politique

Ni Avisoa, ni Joasy qui justifiait la rumeur, ne reconnurent avoir répandu délibérément l'accusation de *palakate* contre Zoemana, mais tous les ingrédients étaient présents pour générer cette rumeur : un incident concernant la disparition d'un enfant, la présence de *vazaha* dans le village, des anciens qui considéraient que les étrangers ne respectaient pas leur statut, des jalousies, un comportement dominateur par un villageois riche. Mais c'est bien entendu le conflit politique qui fut le catalyseur et sur lequel les témoignages s'accordent le mieux, même si leurs avis divergent. Avisoa a pu vouloir porter atteinte à la crédibilité politique de Zoemana et de son frère au travers de cette rumeur et incidemment il aura espéré reprendre un ascendant perdu.

Quel rôle joua réellement le projet dans cette affaire ? Avait-il mal géré ses relations ou insuffisamment étudié la structuration sociale dans sa zone d'intervention ? À mon sens, en aucune façon. Il lui était pratiquement impossible de connaître l'existence de ce conflit antérieurement. Il y eût probablement des incompréhensions concernant le mode de relation entre le village et le projet, sur les décisions et le choix final du collaborateur, mais il était évident qu'Avisoa avait décidé de lui-même de s'écarter du processus. L'erreur du projet tenait plus dans le choix d'un collaborateur unique, capable de monopoliser la relation avec le projet. Il aurait fallu choisir plusieurs personnes de lignages différents pour assurer une meilleure représentation de l'ensemble du village.

Au moment où l'incident se présenta, l'équipe malgache du projet réagit très rapidement. Plus rapidement que ne l'aurait fait probablement un expatrié qui n'aurait sans doute pas complètement pris au sérieux cette accusation. De plus, nous étions conscients qu'il valait mieux que cette affaire se règle entre malgaches. Ils contactèrent donc les autorités et les personnes d'influence pour s'assurer que cette rumeur n'était pas liée à des incompréhensions concernant directement le travail du projet ou à un conflit avec ces personnes, surtout le maire de la commune qui a beaucoup d'influence. Les maires sont pratiquement toujours issus des clans dominants. Il faut donc se garantir de bonnes relations à ce niveau, ce qui est loin d'être évident dans toutes les communes. L'intervention du projet et ensuite du maire permit de clôturer l'incident. Cependant le conflit local restait entier et le projet paraissait d'autant plus partisan. Nous suggérâmes donc à l'animateur de démarrer des activités avec le village d'Ankilimanara sans abandonner la collaboration avec Zoemana.

6. Le mode de sélection des partenaires

La difficulté principale pour un projet tient au mode de sélection des villageois avec qui ils travaillent. Ceux-ci sont amenés à contrôler d'une manière ou d'une autre les rapports entre le projet et les autres villageois. Il est impossible de se passer de ce niveau d'intermédiation et il faut être attentif aux choix politiques sous-jacents et peu apparents pour un intervenant externe, surtout au cours des premiers contacts. Pour éviter d'être manipulé par des groupes rivaux,

il est utile de diversifier les collaborations. Il ne faut pas s'arrêter aux premières affirmations publiques de l'unité indéfectible de tous les villageois²³. On peut par exemple suggérer le choix d'un partenaire par clan, lignage (*famosora*) ou sous-lignage (*fagnanandrae*). Cela permettrait de mieux respecter leur hiérarchie subtile qui est difficile à maîtriser tout en offrant à des groupes dominés la possibilité de bénéficier également d'une collaboration directe.

Par ailleurs, nous avons constaté dans les premiers contacts que beaucoup d'agriculteurs restent observateurs et ne souhaitent pas s'impliquer directement, en grande partie à cause de leur méconnaissance du déroulement précis des activités futures du projet (moyens mis en œuvre, exigences du projet, etc.). Ils veulent évaluer le projet et apprécier la qualité de l'animateur et son respect des traditions (*fomba*) sur la base d'actions concrètes plus que sur ses belles paroles avant de s'engager. De sorte que nombre d'agriculteurs qui auraient une véritable légitimité pour travailler avec le projet (de par leur statut social ou de par la reconnaissance de leur maîtrise technique) deviennent rarement des partenaires, tandis que des personnes aux motivations diverses et souvent avec un manque réel de sérieux tentent de profiter des avantages de la collaboration. Il est très difficile d'éviter ces opportunistes, souvent les autres villageois laissent faire et observent. La connaissance des lignages et du positionnement social des personnes peut en partie permettre d'éviter de travailler uniquement avec des agriculteurs en position marginale, ce qui ne manquerait pas d'influer sur le résultat de la collaboration. L'équipe suivi-évaluation a noté régulièrement la faiblesse des équipes techniques pour prendre en compte le statut social de leurs partenaires, alors même qu'ils les tenaient informés des lignages sur leur zone et de leurs relations amicales ou conflictuelles. Il est en réalité pratiquement très difficile d'articuler les aspects sociaux et techniques. Les techniciens sont bien obligés de travailler avec les personnes présentes aux réunions et qui effectivement sollicitent la collaboration. Il leur est également difficile d'échapper aux pièges des « faux savants » qui n'ont en fait que peu de crédibilité au sein de leur propre communauté. C'est l'expérience et l'intégration sur le long terme d'un agent du projet dans un village qui lui permettent peu à peu d'appréhender ces comportements. Dans le cas décrit ci-dessus, Zoemana n'apparaît pas comme un partenaire marginal, au contraire, mais il a profité du retrait d'autres personnes. Or, il paraît aussi important de considérer qu'un refus de collaborer ou de participer à des réunions est significatif et rarement le fait d'un simple désintérêt. L'absence est une information à noter et il est souvent utile de s'interroger sur son sens.

Au-delà de ces conseils pratiques, il faut rester attentif et conscient qu'il est impossible d'éviter toute interférence dans les rivalités politiques locales ou simplement interpersonnelles. Dès lors, il faut prendre ces incidents au sérieux en contactant d'abord informellement certaines personnes ressources pour mieux comprendre les enjeux sous-jacents et ensuite communiquer avec rapidité, car le temps est le meilleur allié des rumeurs. Enfin, en fonction de la gravité de la situation, il faut mobiliser les autorités traditionnelles et se garantir leur soutien. En tout état de cause, le caractère imaginaire des *palakate* ne diminue en rien leur pouvoir de nuisance et la réalité des conflits qu'ils expriment.

²³ Fauroux (2002 : 39) explique cette mise en scène courante dans les villages malgaches, c'est le *filongoa* du pays tandroy et de tout le Sud-Ouest malgache ou le *fihavanana* des Hautes Terres. Cette affirmation publique de solidarité est souvent en contradiction avec la réalité des nombreux contentieux et des jalousies.

IV. BELAY-MAROLAVA, CONFLIT ET RIVALITE DE PRESTIGE ENTRE LIGNAGES POUR LE CONTROLE D'UN EQUIPEMENT COLLECTIF

L'unité de développement local du projet Objectif Sud travaillait en collaboration avec les autorités communales afin de renforcer leurs capacités de gestion et de mise en œuvre dans la réalisation d'infrastructures. Un fonds de développement était mis à leur disposition et son utilisation soumise à l'appréciation d'un comité *ad hoc* appuyé par le projet. Un processus de concertation au niveau communal et dans les *fokontany* devait permettre de sélectionner les meilleurs projets et d'assurer leur suivi²⁴. À partir de 2004, en accord avec les communes, le projet a priorisé la construction d'impluviums²⁵, c'est-à-dire de collecteurs et réservoirs d'eau de pluie pour répondre à la pénurie d'eau de consommation qui est l'un des problèmes cruciaux de cette région aride privée de source d'eau de surface permanente. À ce moment, le *fokontany* de Marolava-Belay dans la commune d'Ambondro remit une demande de construction d'un impluvium. Ce projet fut sélectionné par le comité communal sur la base de l'éloignement de ce village de toute autre source d'eau et de l'absence d'infrastructures de collecte d'eau existante.

1. Une contribution répartie équitablement entre lignages

À la suite de cette approbation, l'équipe du projet accompagnée du maire de la commune visita le village pour informer tous les habitants de l'octroi du financement et expliquer le processus de réalisation. Dans un premier temps, le village devait collecter une contribution en argent d'un montant d'un million deux cent mille ariary (environ 500 €) sur un budget total d'environ quarante millions d'ariary, soit un apport bénéficiaire de 3 % du coût total qui serait remis directement à l'entrepreneur sélectionné avant le démarrage des travaux. Ils devaient également se concerter pour choisir un site adéquat pour cette infrastructure. Le maire insista sur le choix d'un terrain « neutre ». Un rendez-vous fut fixé avec les villageois pour que l'ingénieur du projet visite le terrain choisi et valide la qualité technique du site.

À l'issue de cette première réunion, les animateurs de l'équipe apprirent que les villageois s'étaient déjà accordés sur les modalités de leur contribution. Le chef de *fokontany* et son adjoint devaient réunir deux cent mille ariary de leur propre chef, tandis que chacun des deux villages composant le *fokontany* collecterait une somme de cinq cent mille ariary auprès de leurs habitants respectifs. Cette contribution spécifique due par le chef de *fokontany* et par son adjoint est une pratique traditionnelle qui est la contrepartie des bénéfices qu'ils reçoivent à titre de respect lors des cérémonies traditionnelles. En effet, lorsqu'un animal est sacrifié, la cuisse est un morceau réservé pour l'*olobe* (le « chef désigné » à la différence des anciens), ce morceau se nomme le *volihena*. Les autres parts du sacrifice sont réparties entre les villageois en fonction de la préséance des clans et des lignages. De la même manière, en période de crise, s'il y a des dons alimentaires à distribuer au sein du village, une part sera réservée au chef sans tenir compte de sa vulnérabilité et quelle que soit la règle propre de l'organisme donateur. En contrepartie, le chef est redevable d'une contribution particulière lorsque le village doit réunir des moyens collectifs, notamment pour la construction d'infrastructures, telles qu'une école ou une église.

²⁴ Cf. Kibler, Perroud, 2005/06.

²⁵ Un impluvium (impluvia ou impluviums au pluriel) est constitué d'une aire de récupération le plus souvent cimentée, d'un bassin de décantation et de citernes enterrées pour le stockage de l'eau.

Les enclos familiaux des deux villages du *fokontany* sont situés à proximité les uns des autres sans discontinuité, mais ces familles appartiennent à deux lignages issus de deux clans différents. Le village de Belay est issu d'un immigrant qui fut accueilli par les ancêtres des Marolava et qui conclut avec eux une alliance toujours respectée. Les habitants de Marolava sont issus des fondateurs du village et bénéficient de la sorte d'une certaine préséance. Mais depuis cette alliance conclue entre leurs ancêtres, les deux groupes familiaux avaient toujours cherché à maintenir un certain équilibre entre les deux lignages. Ainsi, malgré le déséquilibre démographique entre ces deux entités, les habitants de Marolava étant bien plus nombreux que ceux de Belay, la contribution fut répartie en deux parts égales puisqu'il ne pouvait y avoir de domination d'un clan sur l'autre.

2. La dispute pour le choix du terrain

Pour faire bonne mesure à ce principe de répartition, les villageois décidèrent aussi de choisir un terrain qui appartiendrait pour moitié à un habitant de Belay et pour l'autre moitié à un habitant Marolava. Ce terrain se situerait approximativement entre les deux villages. Belay est construit au sommet d'une colline et Marolava occupe le bas de la pente qui descend de cette colline.

Cet accord informel fut pourtant remis en cause peu de temps après par le chef de *fokontany*, M. Zafisoa de Marolava. Il voulait que l'on construise l'impluvium chez un certain Badadake au nord de Marolava et donc beaucoup plus loin de Belay. Les notables des deux villages se rencontrèrent pour arriver à un accord. Falemana le doyen de Belay finit par accepter cette proposition peu équitable afin d'éviter un conflit.

Lors de la visite de l'ingénieur sur la parcelle identifiée, il apparut que celle-ci ne convenait finalement pas, elle était trop peu pentue. Il fallait choisir un autre endroit et le chef de *fokontany* proposa alors deux autres endroits à Marolava. À ce moment, M. Soja, originaire de Belay et précédent chef de *fokontany*, soutint que ces terrains n'avaient pas été choisis d'un commun accord auparavant et demanda que l'on reconsidère un terrain positionné à moitié sur les deux villages. Une discussion s'engagea entre les habitants. Zafisoa défendait l'idée que Belay avait déjà obtenu la construction d'un bassin de récupération de l'eau du toit de l'église, elle-même construite à Belay. C'était maintenant au tour de Marolava de bénéficier de la nouvelle infrastructure. Du côté de Belay, on lui répondit que le bassin des pères était destiné uniquement aux villageois qui prient et non pas à toute la population, cela n'avait donc rien à voir. De plus, si Marolava voulait se réserver la nouvelle infrastructure à part entière, il n'y avait aucune raison pour que Belay participe à l'apport bénéficiaire.

Les gens de Belay suspectaient Marolava de vouloir exclure Belay de l'usage du futur impluvium et ils gardaient en mémoire le cas du village voisin d'Ankazoabo. Ce village avait obtenu le financement d'un impluvium par l'État lors de la première République. Le chef du *fokontany* offrit son propre champ pour construire l'impluvium destiné à toute la population. Tout se passa très bien jusqu'à ce que ce chef soit remplacé. Après avoir quitté ses fonctions, il souhaita « manger le fruit de son propre champ », c'est-à-dire récupérer l'usufruit de son champ afin de vivre de ses propres ressources. Il s'appropriait l'impluvium et désormais, il vendit l'eau aux autres villageois. Cet exemple bien connu de tous renforçait la crainte de Belay quant à une appropriation exclusive de l'infrastructure par Marolava un jour ou l'autre en prétextant du droit du sol.

Les habitants de Marolava proposèrent alors de payer intégralement la contribution, mais cette fois c'est l'ingénieur du projet qui refusa cette solution, car selon lui, l'infrastructure devait bénéficier à toute la population du *fokontany* sans exclusive. Les discussions s'envenimaient et l'ingénieur proposa d'au moins accorder une visite au champ proposé par Soja. Les gens de Marolava refusèrent de l'accompagner. Devant des telles dissensions, l'équipe décida de reporter la visite à la semaine suivante afin de laisser du temps aux villageois pour trouver une solution. Avant leur départ, ils furent invités à déjeuner chez le chef de *fokontany*. Ils s'y rendirent accompagnés par d'autres notables de Marolava et de quelques personnes de Belay, dont Soja, surtout intéressés d'entendre les discussions. Il y eut alors une vive altercation entre une personne de Marolava et Soja, avec des menaces de violence, si bien que l'équipe décida de quitter les lieux immédiatement. Pendant la semaine d'intervalle, il n'y eut d'après les villageois aucune tentative de résolution de ce conflit.

L'équipe revint la semaine suivante accompagnée du maire de la commune pour faciliter un accord. Une grande foule assista à cette réunion, de nombreuses femmes étaient présentes et il y avait manifestement un souhait de « faire masse » par chacun des deux villages. Le maire dirigea la réunion et commença par demander pourquoi il n'y avait plus d'accord depuis sa dernière visite. Soja prit la parole et expliqua que le problème concernait le choix du terrain et que les habitants de Belay souhaitaient un endroit neutre selon les propos que le maire lui-même avait tenus lors de la précédente réunion. Les habitants de Marolava refusaient ce choix et insistaient pour que l'impluvium soit construit chez eux. Le maire proposa alors d'aller voir lui-même l'endroit « neutre » proposé par Soja. Sur le terrain, un représentant de Marolava expliqua qu'ils ne pouvaient choisir ce terrain car le propriétaire n'habitait pas dans le village et personne n'avait le droit de décider à sa place. Sur le chemin du retour vers Marolava où se tenait la réunion, le maire observa un autre terrain sur le territoire de Marolava, mais encore à proximité de Belay qui ne lui avait pas été suggéré. Il interrogea Soja si cette parcelle conviendrait. Soja pour ne pas froisser l'autorité du maire accepta « parce que vous êtes le chef », mais en réalité il n'était pas satisfait. Le terrain choisi arbitrairement par le maire était l'unique champ de son propriétaire, ce qui impliquait de le remplacer par un terrain équivalent.

De retour sur le lieu de la réunion, le maire expliqua sa décision. Les habitants de Marolava refusèrent, car selon eux il n'était pas possible de remplacer ce terrain dans une zone proche du village. Il leur serait plus simple de trouver un terrain pour l'impluvium au nord du village (et donc éloigné de Belay). En réalité, la solution du maire n'agréait aucune des deux parties et tous les arguments fondés ou spécieux furent utilisés par les deux groupes afin d'éviter ce choix. Le maire interrompit alors la réunion et, puisqu'il ne pouvait y avoir un accord, il décida que le financement serait attribué à un autre village. Le financement fut donc transféré vers un autre *fokontany* classé par le comité communal en seconde priorité. Malgré la déception, les habitants de Marolava-Belay ne se plaignirent pas de cette décision qui résolvait leur mécontentement et évitait de diviser plus profondément les deux villages.

3. La concurrence entre lignage pour l'appropriation de l'infrastructure

La plupart des arguments avancés dans les discussions sur le choix de tel ou tel terrain étaient fallacieux. Le fond du problème restait le prestige du lignage de Marolava et leur volonté ferme de construire l'impluvium sur leur territoire ancestral. Ils étaient jaloux de l'église et du bassin construits précédemment à Belay. Les villageois de ce côté avaient également bénéficié de dons alimentaires de pères catholiques et ils semblaient à cet égard bien mieux positionnés que Marolava qui ne possédait encore aucune infrastructure. Le prestige du clan de Marolava fondateur du village était donc en jeu. Il fallait que l'impluvium appartienne à Marolava afin

de rétablir l'équilibre entre les deux lignages. Si ce n'était pas possible, ils préféreraient l'abandon pur et simple du projet que de permettre sa construction à Belay. Si les habitants de Belay n'étaient pas opposés à cet argument, ils étaient néanmoins convaincus que, s'il en était ainsi, ils ne pourraient pas bénéficier de l'eau, ils ne voyaient donc aucune raison de contribuer financièrement.

La notion de territoire lignager est ici fondamentale. La perception de la propriété d'une infrastructure est essentiellement liée à son emplacement sur un territoire. La construction d'une infrastructure donne lieu à des cérémonies et à des sacrifices au cours desquels les membres du lignage sollicitent l'autorisation des ancêtres, véritables propriétaires du sol, pour la construction et pour la protection de leurs descendants qui en feront bon usage. C'est une appropriation lignagère exclusive qui ne peut pas être contestée. De la même manière, l'église de Belay appartient fondamentalement à leurs ancêtres dès lors qu'elle fut construite sur leur territoire. Et si les quelques chrétiens catholiques de Marolava peuvent se joindre aux cérémonies, cette église appartient bel et bien à tout le lignage de Belay (non chrétiens inclus) par l'entremise de leurs ancêtres²⁶. Dans cette configuration, la notion d'un terrain « neutre » est ambiguë. De plus, les infrastructures en dur sont rares. Elles marquent le territoire de leur empreinte au même titre qu'un beau tombeau. C'est donc un ouvrage prestigieux.

4. Un problème de confiance réciproque antérieur et un conflit personnel

Pourtant, de l'avis de tous les villageois, les clans respectifs de Belay et de Marolava s'entendaient depuis toujours et il n'y avait pratiquement aucun conflit entre leurs habitants. Sauf peu de temps avant l'arrivée de ce projet d'impluvium. Il y avait eu des tensions lors de la construction du bassin attendant à l'église et également au cours de distributions alimentaires réalisées par les catholiques. Certaines personnes de Marolava prétendaient que Soja, alors chef de *fokontany* et également responsable du comité de l'église, avait détourné de l'argent et des vivres accordés à leur village. Celui-ci récusait ces propos. De son côté, Soja était en concurrence et en conflit personnel avec le nouveau chef de *fokontany* qui l'avait remplacé et ne souhaitait probablement pas que Zafisoa bénéficie du prestige lié à la construction de l'impluvium.

Il y aurait eu également un incident regrettable au cours d'une distribution de vivres. Une femme de Belay aurait refusé qu'une part des dons alimentaires soit remise au gens de Marolava, car ils étaient destinés aux catholiques. En colère devant le refus de suivre cette option, elle aurait versé une part du grain sur le sol et les habitants de Marolava auraient pris ce geste comme une injure. Cet incident s'était produit peu avant la proposition de construction de l'impluvium et les rancœurs réciproques étaient fortes empêchant une négociation sereine entre les deux villages. Ce n'est que plus tard, après l'échec de la négociation pour l'impluvium, que les notables sollicitèrent la médiation du maire qui confia cette tâche à un de ses conseillers qui connaissait le village. Celui-ci invita le père catholique à assister à un *kabary* officiel (palabre traditionnelle) pour résoudre le conflit. Au final, Soja fut reconnu fautif en tant que chef de *fokontany* et responsable de la distribution alimentaire. Une femme de son lignage était la vraie fautive, mais cette faute avait avivé des divisions entre les lignages et c'est dans cette perspective que la résolution du conflit fut négociée. À ce titre, Soja accepta de « sortir un zébu » afin de lever la faute et de rétablir la concorde au sein du village.

²⁶ La conversion au christianisme de nombreux villages modifie quelque peu l'importance accordée à certaines cérémonies, mais ne remet nullement en cause le rôle des ancêtres et leur importance.

5. Négocier les droits sur la base de groupes hiérarchisés et cohérents

Les positions étaient donc pratiquement inconciliables en partie à cause de dissensions antérieures interpersonnelles et inter-lignagères non liées au projet lui-même. Et le transfert du financement vers un autre site était probablement la meilleure solution à choisir. Il est inutile de compliquer exagérément la mise en œuvre d'un projet face à des conflits dont la plupart des tenants et des aboutissants échappent à l'équipe technique. Ni Soja, ni Zafisoa, ni les autres villageois n'ont jamais vraiment expliqué clairement l'origine de leur désaccord. Les interprétations restent quelque peu contradictoires. Dans le cas présent, il faut se réjouir du fait que le conflit soit apparu avant la construction elle-même. Dans de nombreux cas, les difficultés surviennent bien après et lorsqu'il est très difficile de modifier la configuration des droits déjà acquis²⁷. Parfois, c'est l'infrastructure elle-même qui provoque des conflits, surtout lorsque le *fokontany* est considéré naïvement comme une communauté homogène aux droits égaux. Après le départ de l'équipe du projet, les groupes dominants ont souvent les moyens de s'arroger la maîtrise de l'infrastructure et s'ils le souhaitent d'empêcher des groupes rivaux d'en bénéficier.

Il faut donc logiquement réfléchir sur les modes d'appropriation de ce type d'infrastructure sur un territoire marqué par des hiérarchies ancestrales. La recherche d'un terrain « neutre » est artificielle et potentiellement bien plus conflictuelle. Une manière de clarifier les droits, c'est de s'appuyer sur la logique lignagère suivie par les villageois. Établir une infrastructure sur le territoire d'un lignage spécifique et octroyer à ce dernier la charge et le bénéfice de son utilisation, clarifieraient bien mieux la question des droits et s'appuieraient sur le respect des ancêtres pour garantir le fonctionnement des modes de conciliation existants. C'est une solution moins naïve, mais elle pose au moins deux questions. La première est celle de l'attribution du bénéfice d'un projet très coûteux à un lignage spécifique à l'exclusion d'un autre. En effet, il y a toutes les chances que le lignage dominant manipule le projet en sa faveur sans contestation réelle des autres villageois. Cependant, cette manipulation est plus aisée si le projet se contente de l'idée d'une communauté homogène. Le fait de désigner les différents groupes d'intérêt donne une certaine visibilité aux lignages cadets, immigrés ou dominés d'une manière ou d'une autre, et permet une négociation à la fois sur l'appropriation de l'infrastructure, mais aussi sur son usage et l'accès futur des autres groupes. Il faut partir du principe que l'ensemble des villageois (sauf problème préexistant) a intérêt à maintenir une bonne entente et un équilibre dans la répartition des avantages réciproques, même s'ils ne sont pas égaux. Dans ce cadre, le projet peut également intégrer ses propres critères pour arbitrer un choix : population, vulnérabilité, dynamisme, etc. La seconde question est celle de l'échelle du groupe social pris en compte. Ainsi le lignage se subdivise en sous-lignages à différents niveaux et normalement plus le niveau est restreint, plus la cohésion est forte. Il faut donc arbitrer un choix sur le groupe pertinent à considérer pour qu'il ne soit ni trop réduit, ni trop large en rapport avec la cohérence entre le territoire et l'infrastructure. Dans certains cas, l'unité administrative du *fokontany* dans son ensemble peut être un niveau tout à fait cohérent, dans d'autres cas, il faudra envisager une échelle plus restreinte ou plus large, par exemple une unité sociale déterminée par un lignage spécifique. En tout état de cause, une appropriation et une gestion collective d'une infrastructure se heurtent aux clivages entre groupes sociaux et politiques. Les sphères socia-

²⁷ Le cas présenté considère principalement l'appartenance lignagère liée au choix de l'emplacement de l'infrastructure, mais bien d'autres droits entrent ensuite en jeu pour l'entretien, les décisions concernant le prix de vente de l'eau, l'allocation des quantités entre les villageois et les familles extérieures, la gestion des bénéfices et leur réinvestissement, etc. Pour une analyse complète de la gestion des impluviums, cf. Morlat, 2008.

les, politiques et administratives ne se superposent pas complètement, ce qui implique aussi différents problèmes de légitimité.

Dans l'exemple ci-dessus, Marolava et Belay forment manifestement deux groupes avec une forte cohésion interne et possédant chacun un territoire lignager indépendant au sein d'une unité administrative commune. Aux dires des uns et des autres, il semble qu'une solution était envisageable si l'équipe du projet avait accepté d'octroyer l'impluvium à Marolava avec une contribution uniquement de ce village et éventuellement une négociation sur les futures conditions d'accès des habitants de Belay. À l'exception peut-être de Soja, les habitants de Belay ne s'y seraient probablement pas opposés s'ils n'avaient pas été sollicités pour l'apport bénéficiaire. Mais l'équipe du projet s'est de son côté raidie sur le principe d'une appartenance communautaire de l'infrastructure, d'un accès équitable pour tous les villageois et s'est focalisée sur la recherche d'un terrain « neutre », soit hors logique lignagère. Une abstraction qui n'avait aucun sens par rapport à la logique de prestige du clan et à la force de la relation entre le clan et son territoire. Il est très difficile de rendre cohérent les logiques factionnelles locales avec la vision égalitaire promue par les projets de développement. Cette dernière est si bien intégrée dans l'imaginaire même des intervenants qu'elle est peu remise en cause, même lorsqu'elle se heurte explicitement aux rapports de pouvoir locaux. Un accès égalitaire à une ressource collective n'est jamais acquis comme tel et exige toujours des négociations difficiles qui permettront de se rapprocher de ce souhait autant que la réalité locale le permet. Il faut trouver un consensus entre l'idéal égalitaire soutenu pour le projet et les hiérarchies locales, sans nécessairement accepter de céder au plus fort la maîtrise de l'infrastructure, mais sans vouloir par ailleurs plaquer ses idées sur une réalité villageoise autre.

Les conflits, s'ils sont récurrents dans la société tandroy comme ailleurs, sont rarement des malédictions insurmontables²⁸. Nous avons vu dans ce récit et les précédents qu'il y a des modes institutionnalisés de résolution des conflits (le *kabary*, mais aussi l'échange de dons cérémoniels au cours de funérailles). L'ordre social se réfère systématiquement au maintien de la cohésion des descendants d'un même ancêtre. Cette cohésion est d'une importance fondamentale pour leur prestige et leur capacité à défendre leurs intérêts notamment au niveau communal. À Marolava-Belay, après la résolution du conflit, un nouveau chef de *fokontany* a été nommé, il est originaire de Marolava. Ce dernier a demandé à Soja d'être son adjoint. Depuis lors, les deux villages vivent en bonne entente et ils ont réussi à se mettre d'accord pour contribuer collectivement à la construction d'une école villageoise à Marolava. Ils admettent aussi désormais un principe de rotation entre les deux villages pour la réalisation d'infrastructures, à la plus grande satisfaction de leurs ancêtres.

²⁸ En Androy, on rencontre aussi des « groupes lignagers maudits par leurs ancêtres », dits *fokompatse*, qui subissent des relations d'évitement très sévères par les villages avoisinants. Les raisons en sont diverses, le plus souvent liées à des conflits intergénérationnels, d'héritage, de vol, etc. En conséquence, le fils est maudit par son père et tous les descendants de ce fils restent soupçonnés de *fokompatse*. Dans d'autres cas, des légendes justifient la mise à l'écart de certains hameaux depuis des temps anciens par une origine incestueuse ou par les relations sexuelles entre leur ancêtre et un chien. Les habitants d'autres villages sont soupçonnés d'être des morts-vivants. Il existe aussi des hameaux anciennement esclaves de lignages royaux qui restent subordonnés aux villages de leurs anciens maîtres, même si l'esclavage n'a plus cours. Ces ostracismes sont toujours respectés et restent très difficilement surmontables.

V. BEVATO, ENTRE LOGIQUES DE SOLIDARITE LIGNAGERE ET AFFINITES PERSONNELLES, OU FONDER UN GROUPE DE STOCKAGE ?

1. L'obligation de se solidariser de son lignage et de rester dans l'entre soi

En 2007, une étudiante a travaillé sur l'amélioration technique du stockage des produits agricoles en milieu paysan²⁹. Le projet souhaitait proposer la mise en place de greniers villageois. L'étude a traité la question du niveau de l'unité sociale pertinente à prendre en compte pour la gestion des bâtiments de stockage, afin qu'elle s'intègre le mieux possible dans les logiques locales et évite de générer des conflits. Dans le village de Bevato, elle avait noté la volonté des agriculteurs de s'organiser en deux groupes lignagers – Marobey et Maromainte – formés d'une trentaine de familles chacun pour construire et gérer deux bâtiments de stockage indépendants. Le souhait des villageois était de prendre en compte un groupe lignager ayant des liens de solidarité concrets et d'exclure le moins possible un groupe ou des personnes du processus afin de ne pas créer de jalousie ou de conflit³⁰.

À la suite de cette étude, au début de 2008, l'équipe de suivi-évaluation poursuivait le travail de négociation avec ce village pour la mise en place d'une unité de stockage pilote et tester les modalités d'organisation. Lors d'une réunion, un notable du lignage de Marobey, M. Vohimana, exprima son souhait de se rattacher au groupe de Maromainte pour des raisons d'amitié personnelle et de confiance. Cependant, un ami issu du lignage Maromainte le mit en garde par rapport à ce choix : il risquait d'être perçu comme non solidaire de son lignage et de créer des problèmes dans le respect du *fomba*, des « coutumes » concernant notamment les règles de partage entre familles au cours des cérémonies. Cela pouvait créer un conflit qui risquait de prendre des dimensions plus larges que la simple activité de stockage. À tout le moins, il devait solliciter l'avis des autres notables de son lignage. Effectivement, lorsqu'ils furent informés de sa volonté, les aînés de son lignage lui firent comprendre qu'une telle attitude signifierait le rejet de ses propres ancêtres et la rupture du lignage. « Si tu pars, tu quittes ton cimetière », lui dirent-ils en l'occurrence. La règle de cohésion du lignage s'impose donc à ses membres et précède toute autre considération, comme la fonctionnalité des activités proposées.

Vohimana en aparté avouait n'avoir aucune confiance envers l'aîné de son propre lignage, Retindia. C'était un homme riche, mais il avait déjà eu des difficultés pour rembourser un crédit. Alors qu'il se rendait aux bureaux du projet en voiture avec l'équipe de microfinance pour s'expliquer sur son retard de remboursement avec le directeur, à mi-chemin, il paniqua craignant d'être arrêté par la police et demanda de retourner immédiatement au village pour rembourser le solde restant dû. Sa crainte n'était pas justifiée, puisque l'équipe de microfinance n'avait encore jamais eu recours à la police pour régler des problèmes de remboursement. Mais d'habitude, elle se garde bien de détromper les emprunteurs quant à la possibilité de l'intervention des autorités. Les Tandroy ont très peur de la police, particulièrement, et de l'administration en général, le *fanjakana*, soit de tout type d'autorité externe au village et au clan. Tous les conflits doivent impérativement se régler à l'intérieur de l'unité sociale pertinente et dans le cadre des rapports lignagers traditionnels avec la médiation des notables et éventuellement de personnalités politiques locales. L'échec de ce type de médiation et le recours à la voie officielle sont presque toujours sanctionnés par une rupture grave et définitive

²⁹ Thouillot, 2008.

³⁰ Thouillot, 2008 : 127-129.

entre les personnes concernées et leur clan ou leur lignage. Au sein du village, les gens s'amusaient de cette ancienne réaction de Retindia et tout le monde connaissait son attitude, mais personne n'aurait pu ouvertement refuser sa participation dans une activité de stockage organisée autour de son groupe lignager dont il est un des notables.

2. Moduler la référence lignagère par des rapports de confiance réciproque

Quelque temps plus tard, le projet modifia sa stratégie et décida de demander une contribution des villageois en argent et non pas en nature (matériaux de construction, planches, pierre, etc.), comme proposé antérieurement pour la construction du bâtiment de stockage. Il s'agissait à la fois d'éviter de collecter des matériaux disparates ou de mauvaise qualité et de tester la volonté de participation des villageois par un effort plus important. La conséquence fut immédiate, les familles du groupe de Marobey se désistèrent. Leur confiance intra-lignagère était trop faible. Une contribution en nature était suffisamment aisée à collecter pour que les bénéficiaires acceptent de prendre le risque d'un échec une fois le bâtiment construit. À l'inverse une participation financière impliquait un effort important pour les familles pauvres dont la disponibilité en numéraires est souvent très réduite. Normalement, ils échangent des produits en nature ou encore vendent et achètent le même jour sur le marché. Un besoin urgent en argent est couvert par la vente de bétail, ce qu'ils cherchent toujours à éviter. De plus, les participants du lignage de Marobey reconnurent qu'ils avaient une confiance limitée envers certaines familles de leur lignage et que le bâtiment pourrait être détourné de son usage collectif d'une manière ou d'une autre. Cette situation n'encourageait pas les membres à faire un effort. Toujours méfiants quant aux motivations du projet, les villageois reprochèrent ce changement de procédure : « Qu'est-ce qui pourra encore changer ? Est-ce qu'il n'y a pas de piège ? » L'équipe expliqua sa crainte de ne pas obtenir des matériaux de qualité satisfaisante s'ils étaient apportés directement par les villageois. L'argument fut convaincant et ils reconnurent eux-mêmes en riant que la plupart d'entre eux avaient l'intention de collecter des matériaux à proximité immédiate du village sans tenir compte de leur qualité ou des caractéristiques des matériaux à fournir. Leurs critiques cessèrent, car l'équipe du projet comprenait bien l'attitude des villageois qui aiment jouer de la naïveté des interventions.

Les membres du lignage de Maromainte demandèrent s'il leur était possible de récupérer l'infrastructure refusée par Marobey et de construire deux stocks au lieu d'un seul. Ils préféreraient finalement se répartir en deux sous-groupes constitués par deux sous-lignages. En discutant avec eux, il apparut que la création d'un grand groupe lignager constituait une obligation morale de ne pas exclure, mais chacun était conscient du fait que plus les groupes seraient réduits, moins les conflits seraient nombreux et plus les difficultés seraient aisément résolues. L'équipe du projet accepta cette proposition qui allait dans le sens de son idée initiale de constituer des groupes suffisamment restreints entre des familles ayant déjà des relations sociales et économiques fréquentes, aussi de manière à éviter la mise en place d'une organisation trop lourde en termes de gestion.

La discussion s'engagea alors sur la nature du groupe lignager qui serait responsable de l'infrastructure. Les villageois s'accordèrent pour dire que si le lignage offrait l'avantage d'une garantie de solidarité entre les membres, ils étaient parfaitement conscients que certaines personnes au sein même d'un sous-lignage pouvaient ne pas respecter les règles communément admises et que la confiance n'était pas partagée entre tous, même au sein du sous-lignage. De même, d'autres personnes d'un lignage voisin, vivant à proximité, notamment de Marobey, pouvaient être des partenaires de confiance. Ainsi la question de la participation de

Vohimana était relancée. Il pouvait à présent rejoindre le groupe de Maromainte sans paraître se désolidariser ouvertement de son lignage de Marobey, puisque celui-ci ne constituerait pas de groupe spécifique.

Plus fondamentalement, le principe de former un groupe sur la base du lignage était remis en cause, alors même que tout indiquait la ferme volonté des villageois de suivre cette formule. Voudraient-ils ou non d'un groupe formé sur la base du sous-lignage ? Ils affirmèrent que le lignage présente la garantie d'une autorité morale sur le groupe et du respect de l'entente sous l'égide des ancêtres. Toutefois, cela ne constitue pas une barrière à la collaboration avec des personnes externes au lignage si l'on a confiance en eux. Leur souhait était d'affirmer la cohésion et la solidarité de leur lignage tout en réglant leur organisation sur une base pragmatique de relations interpersonnelles de confiance et d'amitié, l'un ne pouvant se résumer à l'autre. En réalité, tout en affirmant leur cohésion et la nécessité de n'exclure personne, les villageois montraient une perception aiguë des risques potentiels de conflit au sein des groupes lignagers. Ils prirent l'exemple d'un autre village où les désaccords liés à la construction d'un impluvium avaient finalement entraîné la scission du lignage et où des parents refusaient de s'échanger de l'eau. Ils affirmèrent qu'ils étaient intéressés par l'activité de stockage, mais pas au point de créer des divisions entre eux.

3. Dépasser le discours normatif et débattre des conditions qui permettent d'établir la confiance

D'autres réunions permirent de réfléchir avec eux sur des modes de gestion qui permettraient sinon d'éviter tout désaccord, pour le moins d'éviter que ceux-ci ne deviennent des conflits et de faciliter la concertation. L'intérêt du travail d'animation qui fut mené à cette occasion a été de sortir les villageois de leur discours sur la nécessaire cohésion du groupe lignager pour leur faire admettre qu'il fallait penser aux relations avec les autres groupes voisins dans le cadre de l'activité et à tenir compte des conflits potentiels qui ne manqueront pas de se présenter. Comment devront-ils réagir en cas de difficulté, par exemple de mauvaise gestion par un notable ? Poser ce type de question d'emblée suscite d'abord des réponses non équivoques, telles que « tous les membres du lignage sont honnêtes », « tout le monde respecte les ancêtres » ou « les anciens ne permettraient pas que cela se produise ». Mais si le dialogue est ouvert et si des exemples concrets sont mis en avant, le débat avec les villageois devient beaucoup plus intéressant. En réalité, traiter des relations de confiance entre villageois exige de se distancier du discours normatif de la cohésion lignagère, ce qui bien souvent demande dans un premier temps de reconnaître la nécessité de s'appuyer sur celle-ci. Il n'est possible de traiter des conflits intra- et inter-lignagers que lorsque ceux-ci sont apaisés. Travailler sur des modes de gestion collective dans un village au bord de l'implosion n'est pas à conseiller. Or, ces situations ne sont pas rares et souvent non apparentes aux intervenants externes.

Le mieux que nous puissions proposer aux intervenants, c'est d'abandonner une trop grande naïveté et de se méfier des discours officiels qui mettent en valeur la concorde villageoise et la bonne volonté de tous. Il faut prendre le temps de connaître ses interlocuteurs et leur donner le temps de faire de même. L'appui de personnes qui connaissent bien la société locale, qui parviennent à passer derrière la scène de la réunion officielle et qui savent déchiffrer les comportements est très précieux. Ils modifient rarement les méthodologies d'intervention proprement dites, mais ils offrent un éclairage utile sur des situations toujours particulières quelle que soit l'importance des traditions partagées par tous les Tandroy.

VI. CONCLUSION

1. Le respect des traditions et le regard croisé

Les Tandroy sont très sensibles au respect que les étrangers accordent à leurs traditions, à leur *fomba*, car c'est un élément fondamental de leur identité. On ne pénètre pas sur leur territoire sans tenir compte des gens qui y vivent et sans reconnaître par les salutations appropriées l'autorité des ancêtres représentés par les notables. C'est une condition de l'acceptation du projet, de la levée progressive d'une méfiance prédominante dans les premiers contacts.

C'est dans la continuité également qu'il faut maintenir le dialogue et tenter de rompre l'impression des Tandroy, souvent justifiée, que les étrangers se croient supérieurs et n'admettent pas la pertinence de leurs modes de fonctionnement quand ils ne les jugent pas tout simplement archaïques. Il est vrai que le décalage culturel est important et que certains Tandroy éduqués qui travaillent dans les administrations et les projets de développement peuvent avoir eux-mêmes un regard assez négatif sur leur société qu'ils jugent engoncée dans des croyances d'un autre âge. Les Tandroy sont très sensibles à ce jeu de regards croisés où la modernité et la richesse apparente des jeunes agents de développement contrastent avec le traditionalisme et la pauvreté, elle aussi parfois apparente, des villageois. Ce décalage est aussi perçu comme une domination symbolique et justifie en partie la méfiance que les villageois ont vis-à-vis des projets. En ce sens, l'accusation de « mangeur de cœur », de *palakate* constitue un système interprétatif qui dénonce un rapport de domination occulté par les projets qui se pensent généreux et sans arrière pensée, *a contrario* de l'expérience villageoise vis-à-vis des étrangers, qu'ils soient malgaches ou non. Il faut apprendre à gérer ce croisement des regards et c'est principalement le respect du *fomba* qui permet de construire la confiance nécessaire. Au jour le jour, cela n'a rien de très compliqué pratiquement et il s'agit essentiellement de sensibiliser l'équipe à leur attitude pendant et hors des réunions, à rester simple et proche des villageois. L'approche du projet a également son importance : l'équipe doit expliciter les objectifs de son intervention et favoriser des actions où les villageois sont appelés à collaborer directement.

2. Ne pas idéaliser pour autant les communautés

Ces conseils de respect, de simple politesse, voire de prudence, ne doivent pourtant pas nous induire à croire naïvement que les villageois forts de leur cohésion lignagère autour du *fomba* sont déjà prêts à agir collectivement dans le cadre des activités qui seront proposées. Les ambitions sociales, les conflits d'intérêt forment la trame d'un quotidien dont les Tandroy ne peuvent s'extraire sur la simple injonction du développement et de ses paradigmes altruistes et solidaires. Les problèmes relationnels et politiques ne se résolvent pas au pas de course. Dès lors que les thèmes proposés suscitent un réel intérêt chez certains bénéficiaires, il faut leur laisser du temps pour intégrer la logique d'action et négocier la position de chacune des parties prenantes dans le respect des équilibres sociaux existants ou pour en imaginer de nouveaux. Dans le cadre d'actions qui demandent des démarches collectives organisées (comité de gestion de stockage, d'impluvium), la réflexion doit s'orienter vers les modes de résolution des conflits et les rapports de force qui pourraient les susciter.

Cette démarche va à l'encontre d'une perception auto-entretenu dans le monde du développement de communautés consensuelles. Le consensus comme dans toute société se construit au jour le jour et au fur et à mesure que les intérêts et les enjeux apparaissent, tant pour l'équipe projet qui part nécessairement d'un point de vue peu informé sur la politique locale, ses

conflits, ses alliances, que pour les bénéficiaires qui n'ont pas nécessairement intégré toutes les contraintes techniques et organisationnelles d'une réalisation, fixées selon des normes qui leur sont encore étrangères et qui apparaîtront mieux en cours de réalisation. C'est particulièrement vrai en matière d'infrastructures collectives, d'autant plus qu'elles mettent en jeu la notion de territoire. Leur visibilité affirme le prestige du groupe social sur le territoire duquel elle est installée. Pour beaucoup de Tandroy, ce prestige est aussi important que le bénéfice économique attendu.

3. Le projet, enjeu de pouvoir et source de conflit

En pays tandroy, le lignage est une institution qui fait sens pour chacun et qui permet d'être reconnu dans une position sociale sans enlever à l'individu toute marge de manœuvre et responsabilité dans ses actions. Les Tandroy agissent en tenant compte d'équilibres sociaux à la fois déterminés par leur histoire sociopolitique et résultat momentané du jeu pragmatique des relations interpersonnelles. De sorte que les conflits ne sont pas seulement liés à des rapports de force entre groupes. Quand ce n'est pas la simple jalousie qui les motive, les individus ont leurs ambitions propres et cherchent à obtenir des positions plus favorables, plus prestigieuses au sein de leur lignage. Lorsque la présence du projet est admise, elle n'est pas pour autant considérée comme inoffensive, elle s'immisce involontairement dans des conflits préexistants à l'intervention et parfois en crée de nouveaux. Un projet est généralement une opportunité de reprendre l'initiative dans les rivalités qui opposent différentes personnes sur la scène locale. Le projet est perçu à la fois comme vecteur de ressources économiques, mais également comme vecteur de liens avec les autorités communales, les administrations publiques où se prennent de plus en plus de décisions politiques. Les activités, particulièrement lors du choix des interlocuteurs du projet comme les paysans relais, n'échappent donc pas à l'influence des ambitions politiques.

Les stratégies personnelles et des enjeux autres que ceux du développement interfèrent avec les activités mises en œuvre de manière souvent imprévisible. On ne peut pas plus supputer la bonne entente automatique au sein d'un lignage, même si ce principe est affirmé par rapport à l'extérieur, que prévoir *a priori* où se situent les conflits et les lignes de rupture. Les agents du projet interviennent dans un environnement hautement incertain, où il est difficile de situer *a priori* les comportements des partenaires et, en conséquence, leur influence sur les actions. Pour éviter d'apparaître trop liés à un groupe particulier ou de voir la relation avec le projet monopolisée par une seule personne, ou encore pour éviter l'échec d'activités parce que les bénéficiaires ont des motivations différentes de celles attendues, nous avons suggéré, quand c'est possible, de démultiplier le nombre de collaborations au début de l'intervention et de les sélectionner ensuite sur la base des résultats concrets, de veiller également à ce que ces collaborations se répartissent le plus équitablement possible entre les unités sociales pertinentes.

4. Tenir compte des conflits sans s'y laisser entraîner

En réalité, il n'y a pas de solutions toutes faites pour améliorer la maîtrise du projet sur son environnement social. Étudier les lignages et connaître les principaux notables dans un village facilitent la compréhension de certains comportements, mais ne déterminent pas automatiquement les enjeux locaux et leur influence sur les activités menées par le projet. L'essentiel, c'est d'être attentif aux problèmes qui peuvent surgir et de réagir rapidement lorsque ceux-ci se présentent. Bien entendu, il faut éviter de s'immiscer dans les conflits. Lorsque ceux-ci sont apparents, le projet doit en général distinguer son action des oppositions locales et réaffirmer ses objectifs en les faisant valoir à un niveau supérieur par rapport à celui où se situe le conflit,

par exemple en passant du *fokontany* vers le niveau communal et ainsi de suite. Il s'agit aussi d'accorder du temps pour que les villageois mettent en œuvre leur propre système de résolution de conflit et dépassent leurs clivages. Les réunions officielles sont rarement un lieu adapté à ce type de négociation, elles permettent au mieux de valider un état de fait ou un accord négocié dans d'autres arènes. Parvenir à identifier ces dernières et à éventuellement les influencer est un travail relativement complexe pour des agents extérieurs.

5. Les fonctions d'une équipe socio-anthropologique dans un projet

Comprendre les enjeux derrière la scène, apprendre de son expérience, gérer intelligemment des relations conflictuelles ou des rapports de force, ne sont pas des résultats acquis automatiquement avec le temps par un projet. Ils nécessitent des moyens et des compétences pour mettre en œuvre un processus d'apprentissage. Des techniciens ou des gestionnaires expérimentés peuvent posséder de telles compétences, mais une expertise spécifique, de type socio-anthropologique, sera particulièrement utile dans les situations où le décalage des logiques et des pratiques entre les différents acteurs est important. C'est évidemment le cas dans un milieu isolé comme l'Androy. Sur d'autres terrains d'action plus proches, en Europe même, des approches anthropologiques peuvent porter des fruits lorsque les acteurs ont des intérêts et des logiques contradictoires. Plus généralement, tout type d'action collective implique de saisir les modes de concertation et de résolution de conflit. Leur analyse prend simplement une importance plus flagrante dans les contextes où les décalages culturels sont plus fortement marqués.

L'équipe Objectif Sud était consciente des difficultés liées au contexte tandroy. Pour être à même d'appréhender les modes de relation avec les populations locales, une équipe spécifique dite de « suivi-évaluation » fut insérée dans le dispositif du projet. En réalité, celle-ci n'a pas réalisé un travail classique de suivi d'indicateurs et d'évaluation des résultats techniques, même si elle a eu un rôle non négligeable dans le suivi et l'évaluation des activités du projet sous l'angle sociopolitique et sous celui de leur durabilité.

Sa tâche était d'appuyer les équipes techniques à prendre en compte les logiques locales, à éviter certains pièges dus à une méconnaissance des règles sociales, d'identifier certains blocages et de faire des propositions pour les dépasser. Elle organisait donc des formations pour le personnel entrant afin de lui expliquer certaines règles locales, la manière de se présenter en respectant les villageois, mais aussi pour le faire réfléchir sur son mode de relation avec les bénéficiaires, sur les malentendus qui peuvent surgir. Elle réalisait des études ponctuelles sur les relations sociales dans des villages particuliers et informait les équipes sur les lignages existants, les personnes clés de ces villages et sur des conflits anciens qui marquent certaines oppositions au sein d'un village ou entre des hameaux.

5.1 Une expertise importante au démarrage d'un projet pour former les équipes techniques

Cette expertise est particulièrement importante à mobiliser en début de projet, lorsqu'il y a beaucoup à apprendre de l'environnement social et lorsque les équipes sont en formation. Quand les échanges sont nombreux sur ces thématiques, les autres membres du projet gagnent en compétence et en expérience, particulièrement en capacité d'animation. Les techniciens en particulier n'abordent plus les négociations avec les bénéficiaires comme une contrainte pédagogique où il s'agit d'expliquer le plus simplement possible le nouveau système technique prévu et où l'incompréhension est une simple contrainte à lever en vue d'atteindre l'efficacité technique. Bien plus que cela, la concertation devient une phase spécifique de leur travail ayant pour objectifs de se connaître, de prendre en compte les contraintes propres des bénéfi-

ciaires et de leur donner l'occasion de s'accorder entre eux sur leurs modes de gestion par rapport à l'intervention en elle-même et au système technique particulier qui leur est proposé (grenier, impluvium ou autre). Avec l'aide de l'équipe de suivi-évaluation, une réflexion collective est suscitée au sein du projet afin d'affiner les procédures des interventions pour prévoir et organiser des périodes de concertation avec les bénéficiaires. L'identification et la sélection des bénéficiaires, la mise en place de comités de gestion, la résolution des conflits fonciers autour des infrastructures, sont quelques exemples de phases d'intervention parmi d'autres qui nécessitent la mise en place de procédures spécifiques pour aider les techniciens à prendre en compte le contexte local.

5.2 Une fonction qui évolue avec le temps vers une fonction de « déminage »

Malgré leur implication dans ce travail de concertation entre acteurs et de prise en compte du contexte, les animateurs et les techniciens ne sauraient cependant devenir des anthropologues. Ils n'ont pas les compétences suffisantes pour analyser par eux-mêmes les causes précises d'un conflit villageois ou repérer les structures de pouvoir dans un village. Ils sont aussi trop directement impliqués dans l'action pour avoir toujours la distance nécessaire qui permet d'imaginer de nouvelles solutions face aux blocages. Pour autant, tout ne relève pas de l'expertise et certaines compétences sont effectivement transférables à une équipe opérationnelle : des méthodes d'animation et des procédures de mise en œuvre, des comportements dans les relations avec les villageois. La compétence fondamentale que l'équipe opérationnelle doit acquérir, c'est une capacité à repérer les blocages vis-à-vis des bénéficiaires, les conflits locaux susceptibles d'influer sur l'intervention. Par exemple, l'absence d'une personne ou d'un groupe influent lors d'une réunion, des retards systématiques dans la mise en œuvre doivent les alerter et leur apparaître significatifs, même si les causes exactes ne sont pas clairement identifiées. Ils ne doivent pas hésiter à rapporter ces difficultés vers les responsables du projet lorsqu'ils perçoivent des réticences ou rencontrent des désaccords. Conscients de ces difficultés inhérentes à leur travail, les membres de l'équipe s'expriment plus volontiers et partagent leur vécu. Ce n'est plus leur capacité personnelle à convaincre, leur compétence professionnelle qui est mise en cause, mais des contraintes externes qu'il s'agit d'appréhender sur un mode collectif au sein du projet. C'est d'ailleurs à partir de l'identification collective de ces contraintes que l'expertise de l'équipe socio-anthropologique prend tout son sens. Lorsque des difficultés sont identifiées par un ou plusieurs membres du projet, une enquête ponctuelle de cette équipe vient apporter un nouvel éclairage sur la situation et permet de dégager des pistes de solution, soit par une intervention spécifique, soit par une amélioration des procédures pour tenir compte de difficultés qui n'avaient pas été anticipées.

Les conflits en particulier jouent souvent le rôle de révélateurs d'incompréhension ou de comportement inadéquat. Avoir une équipe qui peut par l'arrière de la scène obtenir des informations et décoder des comportements est extrêmement utile, particulièrement lorsque les acteurs refusent d'aborder les problèmes ouvertement en réunion et se contentent d'un consensus de façade à l'attention des acteurs externes et du projet. Une équipe indépendante, moins directement impliquée dans les opérations, est plus ouverte aux critiques ou à des opinions défavorables. Elle accepte plus facilement la logique des acteurs même si elle est contradictoire avec celle du projet. Ils n'ont pas non plus à convaincre les bénéficiaires du bien-fondé de l'action et ils peuvent rendre compte avec plus de justesse des opinions.

Cette équipe suivi-évaluation est sollicitée avec profit pour gérer certains aspects relationnels. Ils organisent et animent les premières réunions dans des villages où le projet n'est jamais intervenu. Ils rencontrent les autorités locales pour les informer sur le projet. Ils participent éventuellement à des cérémonies si cela semble opportun. En réalité pour des projets d'une

certaine ampleur (mettons une trentaine de salariés), une équipe de suivi-évaluation de deux ou trois personnes formées en socio-anthropologie n'aura pas l'occasion de chômer. Avec des équipes plus petites, il faut qu'ils prennent en charge directement certains aspects opérationnels. On peut également souligner les besoins fréquents de traduction et d'accompagnement sur le terrain pour les expertises ponctuelles. La possibilité de mobiliser un expert de la société locale à ces fins est souvent appréciée.

Même si les besoins d'enquête de terrain et de formation de l'équipe semblent plus importants au début du projet, le rôle joué par l'équipe socio-anthropologique a tendance à croître avec l'avancée du projet, surtout si ce dernier vise à organiser des actions collectives durables, à travers par exemple la mise en place des comités de gestion. En fait, avec la progression de la mise en œuvre des activités du projet, les véritables fonctions de suivi et d'évaluation prennent le relais d'un travail initial axé sur la formation de l'équipe et le décryptage du contexte. Même avec une organisation adaptée et un bon niveau de formation, il est difficile de prévoir comment un comité ou un groupement local va parvenir à gérer de manière autonome la ressource qui lui a été confiée au fur et à mesure du retrait de l'implication des techniciens du projet. L'observation des dynamiques hors de la présence effective du projet est très instructive pour apprécier la cohérence entre ce qui est proposé par le projet et le mode de fonctionnement qui prévaut dans la société locale. Est-ce que les rôles et les relations de pouvoir changent ? Est-ce que des acteurs plus faibles maintiennent leur accès à la ressource ? Est-ce que l'on observe une utilisation durable ou non de celle-ci ? De nombreuses questions peuvent être posées et des réponses critiques apportées sur la base d'observations concrètes qui informent de manière beaucoup plus précise sur les conditions favorables pour la mise en place d'une activité que ce que l'on peut attendre d'une étude *ex ante*. Ce type d'enquête a bien entendu un intérêt pratique pour des projets qui peuvent mener des actions sur une longue durée avec plusieurs cycles de mise en œuvre-évaluation-réorientation. Maintenir une équipe de suivi évaluation sur la durée d'un projet a tout son sens pour autant que son rôle évolue avec les problématiques.

5.3 Le problème de la mobilisation de compétences adéquates

La plus grande difficulté pour créer une équipe de socio-anthropologues tient souvent à la possibilité de recruter des personnes correctement formées et expérimentées. La socio-anthropologie est peu enseignée dans les pays du Sud et rares sont les personnes de haut niveau qui acceptent de s'associer de manière permanente à des équipes opérationnelles sur des terrains difficiles. Ils préfèrent souvent l'expertise de courte durée et poursuivent des recherches de longue durée indépendantes. Il faut donc recourir à des personnes qui ont reçu une formation moins systématique, mais qui connaissent à la perfection la société dans laquelle le projet évolue. Dans le contexte malgache, des personnes déjà âgées et respectées ont un accès plus aisé aux notables et sont plus facilement prises au sérieux. Néanmoins, un plus faible niveau implique parfois que ces collaborateurs n'écrivent pas facilement des rapports ou s'ils en écrivent, que leur contenu exige un décodage supplémentaire. De toute manière, ils ont besoin d'un suivi régulier par des personnes qui ont une réelle expertise, mais souvent une connaissance moindre de la société locale. C'est en croisant l'expertise socio-anthropologique avec l'insertion locale qu'il devient possible de tirer des analyses pertinentes.

5.4 Un positionnement délicat de l'équipe socio-anthropologique au sein de l'équipe projet

La restitution des conflits ou des critiques des bénéficiaires vers les équipes techniques est un travail sensible. Les évaluateurs peuvent être perçus négativement comme des espions s'ils

remettent trop profondément en cause les pratiques des techniciens. L'intégration de l'équipe socio-anthropologique avec le reste de l'équipe technique est potentiellement conflictuelle. C'est aussi pour cette raison que le terme « évaluation » n'est pas très approprié pour décrire ce travail. Le mode de restitution et de collaboration entre les équipes permet d'apaiser les questions d'amour-propre et de conduire le débat vers une réflexion pratique³¹. Il est essentiel à cet égard que l'équipe suivi-évaluation participe systématiquement aux réunions techniques à propos des méthodes de travail, de l'analyse des résultats, des problèmes rencontrés. Ils doivent pouvoir intégrer eux-mêmes les contraintes des activités techniques. En fait, cette équipe de suivi-évaluation joue un rôle d'animation en interne pour aider les équipes techniques à soulever des problèmes et à y réfléchir pragmatiquement. Il s'agit pour eux de se solidariser des équipes opérationnelles en tenant compte des difficultés rencontrées.

La mobilisation d'une expertise professionnelle n'est pas une condition suffisante pour assurer la mise en adéquation des analyses produites avec les contraintes opérationnelles des interventions. Le problème de la relation entre une équipe suivi-évaluation et ses collègues techniciens ne tient pas seulement au risque de jugement professionnel qui peut mettre en cause les uns et les autres, mais aussi à la simple possibilité que des informations de nature sociale puissent être intégrées à une réflexion sur la mise en œuvre d'opérations techniques. Il y a un problème de pertinence qui peut se poser et ensuite un problème de complexité qui se surajoute à la maîtrise technique et qui demande parfois de privilégier l'un ou l'autre aspect. Pour prendre un exemple simple, dans le cadre d'une activité d'expérimentation agricole, le technicien pourra sélectionner un site soit pour des questions de fertilité du sol, soit par rapport au statut de l'agriculteur propriétaire du site. Ce type d'arbitrage est difficile à faire et une équipe de suivi-évaluation peut être perçue comme donnant des conseils trop complexes par rapport aux contraintes techniques existantes. Sans faire de choix *a priori*, ce sont pourtant des débats essentiels à animer au sein des équipes, car les critères techniques ont tendance à prédominer avant toute autre réflexion.

C'est le croisement des questionnements entre les équipes techniques et de suivi-évaluation qui facilite la mise en débat. Lorsqu'ils réfléchissent au mode de gestion d'une infrastructure, les techniciens, s'ils ne sont pas obnubilés par les aspects techniques, sont amenés à se poser la question du pouvoir dans le village et la présence d'une équipe de socio-anthropologues facilitera naturellement des échanges autour de ces questions. Dans l'autre sens, l'équipe de suivi-évaluation, si elle connaît bien le travail technique, peut formuler certaines recommandations directement utiles d'un point de vue opérationnel. Mais pour que ce genre d'échange soit possible et fructueux, il faut organiser des moments spécifiques de réflexion méthodologique avec l'ensemble des membres du projet concernés. C'est la responsabilité du gestionnaire d'un projet de mettre en perspective les problématiques et d'impliquer concrètement l'équipe de suivi-évaluation pour avancer dans la réflexion du projet. Ce qui assure la pertinence des informations apportées par cette équipe, c'est la manière dont elle répond aux défis pratiques rencontrés au niveau opérationnel. Il est donc important d'articuler correctement les analyses anthropologiques et les débats méthodologiques dans des espaces de rencontres entre les différentes compétences associées au projet et pas seulement celles des socio-anthropologues.

³¹ Bien entendu, cela ne veut rien dire de problèmes réels concernant l'honnêteté de certains techniciens que l'équipe de suivi-évaluation peut mettre à jour. Dénoncer ces problèmes est toujours délicat et met en cause les liens de solidarité entre personnes au sein des équipes. Il faut pourtant éviter que l'équipe de suivi-évaluation ait pour fonction d'identifier ce type de problème.

6. L'intelligence du relationnel ou le difficile équilibre entre les logiques locales de dons et contre-dons et la rigueur des procédures d'un projet

La gestion des relations entre un projet et les populations locales est complexe à gérer aussi pour des questions tenant à la nature spécifique des organismes de développement. Les principes de bonne gestion des fonds publics qui leur sont alloués entrent souvent en conflit avec les modes de fonctionnement locaux, pas uniquement pour des raisons de vénalité ou de corruption, mais aussi parce que certaines sociétés ne peuvent concevoir des relations saines sans un minimum d'échanges d'ordre cérémoniel. Cela peut être peu de chose, comme un temps de salutation avant toute discussion de travail, l'acceptation d'un verre d'eau ou de lait ou même une prière ou une invocation des ancêtres en fonction des contextes. Cela peut devenir plus substantiel comme l'offrande d'une chèvre ou d'un mouton au chef du village après avoir réalisé une enquête en remerciement de la bonne coopération, ou encore le sacrifice d'un animal pour l'inauguration d'une infrastructure et l'offrande de boisson à tous les villageois présents³².

Au-delà des avantages apportés par le projet de manière aussi équitable que possible, les institutions et les personnes en position d'autorité demandent à être reconnues et valorisées spécifiquement. En Androy, il n'est pas rare de se voir reprocher de n'avoir jamais offert un mouton ou un cageot de bière au chef de village ou à la commune où des activités ou des enquêtes ont eu lieu. Il faut le plus souvent refuser cette politesse pour des raisons pratiques, ne serait-ce que pour éviter d'avoir à approvisionner l'ensemble des villages de la zone d'intervention en bières. Mais ce qui perturbe peut-être le plus, c'est cette configuration étrange où le statut de bénéficiaire se retourne dans la nécessité d'un contre-don pour l'accueil qu'un village aura fait au projet. La demande est difficilement acceptable selon ces termes pour des organismes internationaux, alors que localement elle est perçue comme légitime.

6.1 Des légitimités qui rentrent en choc

Face à une situation trop complexe, certains font le choix d'ignorer ces demandes et négligent les règles locales de courtoisie qui sont assimilées de façon quelque peu simpliste et excessive avec la corruption. Cette volonté de distinction stricte entre les procédures de dépenses contrôlées par le projet et les règles locales d'échanges de cadeaux risque à tout moment de trouver sa limite lorsque des problèmes importants se présentent. En cas de conflit, auprès de qui trouver un appui, si l'on n'a pas construit des relations cordiales avec les principaux chefs ? Ces derniers ne manquent alors pas de rappeler le manque de politesse du projet et éventuellement de tirer avantage de leur position. Aussi, investir dans le relationnel peut porter ses fruits au moment opportun.

Il faut bien entendu reconnaître un droit légitime des autorités d'être informé des activités d'un projet, de ses modalités d'action et de la manière dont ils sont susceptibles d'être sollicités pour appuyer ces activités. Ils pourront ainsi réagir et informer par avance le projet de leur éventuel désaccord sur les modalités d'intervention, ce qui évite quelquefois certaines bévues. Et si par exemple l'équipe du projet souhaite continuer son travail sur une zone malgré un

³² En pays tandroy, ces présents mêmes très insuffisants en quantité seront répartis entre les lignages de manière extrêmement précise en fonction de leurs hiérarchies. Si les bonnes personnes s'en chargent, il n'y aura aucune réclamation et tout le monde sera très heureux du peu qu'il aura obtenu pour autant que cela corresponde à son statut et au niveau de ce que les autres ont reçu. Ceci pour souligner que ce n'est pas un bénéfice quantitatif qui prime, mais le geste et la manière.

désaccord avec les autorités³³, elle est prévenue des difficultés et devra rechercher d'autres types de soutien.

Même sans désaccord de cet ordre, le contournement des autorités locales (involontaire ou non) sera ressenti le plus souvent comme un signe d'arrogance et un manque de considération pour les usages locaux, voire une forme de stupidité, celle de l'étranger qui croit tout savoir. Les déboires futurs du projet face à une réalité récalcitrante ne feront que confirmer cette faiblesse aux yeux des villageois qui seront d'autant moins enclins à l'aider. Ainsi, ils peuvent refuser de collaborer non pour des raisons de pertinence technique, mais simplement parce qu'une réunion avec les anciens ne s'est pas encore tenue ou s'ils sentent que leur collaboration entrerait en contradiction avec une préséance lignagère. La clé d'une bonne collaboration tient souvent à l'acceptation formelle au départ de cette préséance dans le cadre d'une réunion pendant laquelle les anciens auront prononcé les discours *ad hoc* et fait honneur au projet en le recevant comme un invité maladroit qui a besoin de leur appui (et non pas un donateur sûr du bien qu'il apporte) et dont ils souhaitent la réussite. Le respect du *fomba*, l'acceptation de cadeaux et leur rendu éventuel, a pour propriété de renverser une relation de domination en la rendant plus équitable et en donnant la possibilité au projet de reconnaître et d'accepter le pouvoir des villageois sur leur territoire, leur droit de rester les experts d'une réalité complexe qui ne peut être approchée que partiellement par un étranger.

6.2 Le risque de dérives

Certains acteurs locaux de par leur position, officielle ou non, savent que le projet a besoin d'eux ou doit nécessairement passer par eux pour mettre en place des activités. Fort de cette position, ils tentent d'en tirer certains avantages économiques, politiques ou simplement honorifiques. Les chefs exigent une reconnaissance conforme à leur statut, ce qui implique une offrande de dons selon des usages regardés comme légitimes selon leur tradition et beaucoup moins selon le point de vue du donateur.

Même si l'équipe du projet admet cette logique, consciente du bénéfice engendré par de bonnes relations avec tel chef traditionnel, elle ne peut le plus souvent pas l'accepter par peur de la suspicion de corruption ou parce que les règles budgétaires strictes ne le permettent pas et, plus souvent encore, parce que le projet ne maîtrise pas la manière dont est réalisé ce type d'échanges. Répondre à une demande, c'est potentiellement en créer de nombreuses autres. Même soucieux de traiter chacun selon son rang, le projet sera suspect de favoritisme. Il n'est pas aisé de trouver le juste équilibre entre ce qui est convenable et ce qui est excessif, de maintenir une distinction claire entre échange de présents et corruption.

S'il est un conseil que l'on peut donner pour gérer ce genre de pratique, c'est peut-être de favoriser des échanges de type cérémoniels plutôt que des cadeaux interpersonnels. Les frais de cérémonie peuvent certes être plus facilement présentés en rubrique « communication » dans un budget pour répondre à des auditeurs financiers zélés, mais surtout, cela permet de faire entrer les échanges dans un cadre strict qui évite les demandes intempestives. Dans ce dernier cas, les règles institutionnelles et budgétaires serviront d'excuse opportune.

³³ Le cas est rare, mais par exemple pour la mise en place de certaines activités (crédit, grenier villageois) dans certains villages, le projet n'a pas pu trouver l'appui des autorités communales qui refusent de collaborer avec un village ou un lignage rival et opposé politiquement.

6.3 Un investissement en temps également important

Il faut aussi être attentif aux opportunités qui permettent de créer de bonnes relations. La présence d'un responsable lors d'une cérémonie traditionnelle, une invitation à une réunion d'information, la remise d'un document qui valorise la participation des autorités et bien d'autres idées, peuvent avoir un résultat bien plus efficace que des cadeaux personnels.

Le souci de respect des usages et des hiérarchies peut devenir un vrai casse-tête pour peu que la zone d'intervention soit large, les communes et les villages nombreux. Dans une zone comme l'Androy, il est en tout cas recommandable de ne pas gérer ces relations à l'avenant ou de ne pas laisser l'entière responsabilité du relationnel villageois aux animateurs et techniciens. Il est nécessaire que les cadres s'investissent dans ce travail et prennent du temps pour rendre les visites de courtoisie appropriées. S'ils n'ont pas le temps, il faut songer à former des personnes spécifiques pour ce travail. Pour évaluer de manière perspicace les circonstances où il faut accepter ou refuser poliment ou pour choisir le bénéficiaire, le lieu et le moment d'un don, l'équipe socio-anthropologique peut aussi à certaines occasions être de bon conseil.

7. Construire les relations institutionnelles du projet en fonction de ses choix politiques

Lorsqu'un projet réfléchit au mode d'intégration sociale de ses interventions, la problématique peut être abordée selon deux perspectives antagonistes, soit en cherchant à fondre la nouveauté dans le décor ambiant, en tentant d'adapter au plus proche les modes de gestion aux modalités et institutions existantes, soit en tentant d'en inventer de nouvelles, voire en cherchant à modifier radicalement les rapports de force. Le choix de l'une ou l'autre perspective dépend des finalités du projet, mais pas seulement : les rapports sociaux locaux ont leur propre autonomie. Que l'on cherche à les respecter, à les utiliser ou à les modifier, ces rapports sociaux réagissent à l'intervention souvent de manière imprévisible. Ils restent hautement dépendants des personnes concrètes qui y sont impliquées et de leur histoire.

La création d'une institution complètement nouvelle (comité de crédit villageois par exemple), sans tenir compte ou en se confrontant aux hiérarchies existantes, a toute les chances de n'être qu'une structure de façade sans perspective d'autonomie et sans influence réelle sur les comportements des autres acteurs. Ce n'est pas non plus parce que l'on respecte les hiérarchies locales dans la distribution des rôles dans un comité que ce dernier fonctionnera de manière autonome et sera capable de faire face aux problèmes quand ils se présenteront. En fait, l'une et l'autre stratégie exigent toujours à la fois de tenir compte de la réalité locale en s'y adaptant, et d'innover, de proposer de nouveaux modes de relation ou simplement de créer de nouvelles opportunités. Il n'y a donc pas un choix dualiste à faire entre « respecter la tradition » et « réformer les structures sociales locales », mais une combinaison pragmatique de ces deux tendances à réaliser dans un contexte particulier pour achever des objectifs souvent intermédiaires... Par contre, ce travail ne peut se faire que si le projet définit de manière claire ses objectifs réformistes ou non et son approche des structures sociales locales.

7.1 La question du renforcement des catégories dominées

Par exemple dans une société inégalitaire, le projet peut rechercher à impliquer spécifiquement certaines franges défavorisées de la société locale dans la gestion des activités à l'encontre des principes d'organisation collective locaux. C'est typiquement le cas lorsque le projet Objectif Sud a obligé l'intégration de femmes dans les comités de gestion des impluviums, dans une société où les femmes ne peuvent normalement pas jouer un rôle public ou même s'exprimer

dans les réunions. Ce choix peut également s'interpréter non pas comme une finalité politique, mais comme un moyen pragmatique de mieux gérer l'eau dans le village. En pays tandroy, les femmes sont en charge de la collecte de l'eau et sont les premières concernées dans son usage, il paraît logique de leur donner la possibilité d'intégrer ces comités afin que les impluviums servent effectivement à faciliter leurs tâches. Symptomatiquement, alors que le projet tient un discours politique sur le genre, les hommes dans les villages interprètent la présence des femmes dans les comités sur le mode pragmatique : « Ce sont elles qui nettoient la maison, elles doivent donc veiller à la propreté de l'impluvium ». En réalité, créer des modes de gestion radicalement nouveaux et étrangers à la société locale est un processus incertain qui risque d'aboutir à une organisation de façade, tandis que les mêmes habitudes continuent de gouverner derrière le décor mis en place par l'intervention. Les choses ne sont pourtant pas figées et il est possible d'apporter certaines nouveautés, si l'on sait composer avec les réalités locales. Le premier pas qui permet à des femmes de s'impliquer dans la gestion concrète des impluviums est peut-être la condition du second qui leur permettra de faire valoir leur opinion face aux notables machistes³⁴.

7.2 Des compromis nécessaires pour assurer la durabilité de nouvelles activités

Par contre, si le projet n'affiche pas d'objectif politique spécifique en matière de changement social, mais qu'il recherche une certaine durabilité des actions, il peut s'interroger sur l'insertion locale d'un comité de gestion, son adaptation aux modes de concertation locaux. La question dans ce cas tient au degré d'adaptation ou d'assimilation souhaité. On peut laisser les gens s'organiser par eux-mêmes ou décider d'emblée que les autorités officielles ou traditionnelles seront responsables de la gestion des activités sans autre forme de négociation.

Cependant cette position se heurte souvent à la réalité des rapports sociaux que nous avons décrits dans ce document et au fait que des activités nouvelles requièrent des compétences nouvelles qui n'appartiennent pas d'emblée aux prérogatives des autorités locales existantes. Une intervention dans un village représente en tout cas un nouvel enjeu, ne fut-ce que par les rôles qui seront distribués, si ce n'est par la répartition des profits qu'elle suppose. Ces enjeux peuvent prendre une dimension politique que le projet le veuille ou non. Là encore, le projet doit inventer de nouveaux modes de relations qui intègrent les contraintes des activités proposées tout en respectant les principes locaux d'action collective. Cette hybridation est tout sauf aisée à obtenir et pour chaque type d'activité demande une réflexion stratégique spécifique.

7.3 Des choix institutionnels qui ne sont jamais neutres

En fonction des circonstances, le projet peut être amené à favoriser une implication forte des autorités traditionnelles, notamment pour s'assurer qu'elles agiront en cas de problème ou, au contraire, rechercher à éviter une trop grande proximité pour permettre à d'autres acteurs de s'impliquer, comme un lignage dominé. Il peut aussi être amené à agir différemment en fonction du niveau des autorités et du rôle qu'il espère leur voir jouer. Par exemple, les autorités

³⁴ Des éléments concrets sur le rôle des femmes dans la gestion des impluviums et sur leur participation dans les comités de gestion sont présentés dans le rapport d'étude de Morlat (2009). On notera également que ce n'est pas parce que les femmes ne jouent pas un rôle de premier plan sur la scène publique qu'elles n'ont aucune influence sur les décisions. Les règles sociales tandroy suggèrent que l'homme est tenu de consulter son épouse et qu'il doit se faire le porte-parole de leur avis commun. Cependant, la règle et la pratique sont deux choses fort différentes. La non-participation de la femme dans les réunions publiques ne doit pourtant pas être perçue comme un système d'exclusion et de subordination entre les sexes. C'est la conséquence logique du système lignager patrilinéaire et du mariage patrilocal qui fait que la femme est toujours une étrangère chez son mari. Elle n'existe socialement que par les enfants qu'elle a donnés ou donnera au lignage de son mari.

traditionnelles seront sollicitées pour valider des décisions, leur donner une certaine légitimité, mais elles seront moins impliquées dans la gestion quotidienne. La commune sera informée des activités menées sans être impliquées directement si cela ne paraît pas opportun. Dans un autre cas, la commune se verra octroyer un rôle prépondérant dans les procédures de sélection des sites pour une infrastructure. Quels qu'ils soient, ces choix ont des implications fortes non seulement sur les activités, mais aussi sur les rapports entre les équipes, les bénéficiaires et les autorités, et au final sur la capacité de mobiliser les uns et les autres au moment opportun ou en cas de difficultés.

8. L'importance d'une stratégie de communication et d'alliances institutionnelles

Les équipes d'un projet construisent nécessairement des relations politiques dans l'environnement institutionnel de la zone d'intervention. Et comme le souligne Mosse : « Tous les projets (...) ont des frontières perméables et sont influencés par leur environnement social et institutionnel externe. Les facteurs relationnels ont typiquement été minimisés, pris en compte de manière informelle (s'ils le sont) et vus comme une source de problème et d'incompréhensions plutôt qu'une part essentielle du travail de développement exigeant une planification explicite ou une attention spécifique de la part des gestionnaires (de projet) »³⁵. Gérer un projet revient à créer une politique de communication et à construire des relations institutionnelles (des institutions au sens large, officielles ou traditionnelles, telles les clans et lignages). La qualité de ces relations est une des clés qui permet de dénouer l'écheveau des relations locales ou lorsque des blocages apparaissent de trouver l'appui opportun. Car si l'Androy est un pays complexe et difficile à maîtriser pour un étranger, il possède un contre-poids efficace, c'est la force du *kabary* et des systèmes de résolution des conflits. Ce ne sont pas des principes d'équité qui guident les décisions de ces assemblées, mais la nécessité de vivre ensemble dans le respect de certaines hiérarchies.

La compréhension de ces logiques relationnelles et politiques, des modes de gestion des conflits grâce au travail d'une équipe spécialisée en socio-anthropologie, permet d'élargir l'expérience de l'ensemble des équipes du projet. Cette connaissance basée sur un apprentissage progressif est fondamentale pour apprendre à gérer les difficultés et pour permettre aux équipes de s'intégrer dans le paysage tandroy. Il s'agit de devenir un peu moins étranger aux logiques sociales locales, tout en préservant son identité propre basée sur la volonté de changement et d'amélioration des conditions de vie des populations rencontrées. Il est clair qu'une telle équipe est d'autant plus nécessaire qu'on intervient dans un environnement socioculturel très éloigné de celui des instigateurs et pilotes du projet, et particulièrement dans des contextes où l'étranger (pas seulement sur le plan de la nationalité, également sur le plan régional-ethnique) est vu avec méfiance. Pourtant, on peut penser qu'une telle équipe serait également fort utile dans des contextes plus familiers, y compris au sein de nos propres pays.

³⁵ Traduction libre de Mosse, 1998 : 5.

Bibliographie

- Bidaud-Rakotoarivony C., 2007, *Étude sur les économies familiales en Androy*, Rapport de mission non publié, Gret, Paris.
- Fauroux E., 2002, *Comprendre une société rurale, Une méthode d'enquête anthropologique appliquée à l'Ouest malgache*, Gret, Paris, Coll. Études et Travaux, 152 p.
- Fauroux E., 2005, *Bilan de l'expérience de « suivi de processus » à Objectif Sud*, Rapport de mission non publié, Gret, Paris.
- Kibler J.-F., Perroud C., 2005, *Concevoir une démarche de développement local : l'élaboration de la stratégie initiale du volet « développement local » d'un projet de sécurité alimentaire dans l'Androy (Sud de Madagascar)*, Gret, Paris, Coll. Coopérer Aujourd'hui n°45, 76 p.
- Lavigne Delville Ph., Bouju J., Le Roy E., 2000, *Prendre en compte les enjeux fonciers dans une démarche d'aménagement, Stratégies foncières et bas-fonds au Sahel*, Gret, Paris, Coll. Études et Travaux, 128 p.
- Lavigne Delville Ph., 2007, *Améliorer la pertinence de l'activité de Mahavotse face au contexte Antandroy, Innovation produit, évaluation des risques et gestion des crises*, Rapport de mission, non publié, Gret, Paris, 48 p.
- Morlat L., 2009 (à paraître), *Étude sur les impluviums réalisés par Objectif Sud*, Gret, Nogent-sur-Marne, Coll. Études et Travaux en ligne.
- Mosse D., 1998, "Process-oriented approaches to development practice and social research: an introduction", in Mosse D., Farrington J. and Rew A. (eds), *Development as process: concepts and methods for working with complexity*, Routledge/ODI, London.
- Mosse D., 2005, *Cultivating Development, An ethnography of Aid Policy and Practice*, London, Pluto Press, 315 p.
- Olivier de Sardan J.-P., 1995, *Anthropologie et développement, Essai en socio-anthropologie du changement social*, Apad-Karthala, Paris, 221 p.
- Thouillot F., 2008, *La Gestion du stockage des productions agricoles en Androy, Madagascar, Quelles perspectives d'appui technique et organisationnel aux ménages agricoles ?* Mémoire et rapport de stage non publié, Institut des Régions Chaudes de Montpellier SupAgro, Gret, Nogent-sur-Marne, 247 p.

« **Tompotane ty haratia fa ambahiny ty hasoa** »

« Autochtone est la mauvaise foi et étrangère est la bonne foi » ou

« Notre caractère propre c'est la mauvaise foi, tandis que la bonne foi ne fait que passer »

Proverbe tandroy et commentaire réaliste de la manière dont les parties en conflit négocient lors des kabary ou « palabres » entre les notables tandroy.

(Jérémie Maharetse)

LES AUTEURS

- **Antoine Deline**, ingénieur agronome et anthropologue de l'Université Catholique de Louvain, a été chef d'un projet de sécurité alimentaire dans la région Androy de janvier 2006 à mars 2008 tout en assurant la coordination du programme Objectif Sud. Il poursuit des recherches en anthropologie du développement en parallèle à sa pratique dans le domaine du développement agricole.
- **Jérémie Maharetse** est Antandroy et est le responsable de l'Unité de suivi-évaluation du projet Objectif Sud. Il a participé à ce projet depuis son démarrage en 2003 et possède une longue expérience des relations entre des équipes de développement et les populations locales dont il partage la culture.
- **Le programme Objectif Sud** est un programme de développement multisectoriel mis en œuvre par le Gret depuis 2003 dans la région Androy dans le Sud de Madagascar. Il est composé de différents volets et projets (microfinance, agriculture, développement local, appui aux micro et petites entreprises, nutrition) qui bénéficient de financements indépendants. Ses principaux bailleurs sont l'Union européenne et l'Agence française de développement, ainsi que de multiples autres bailleurs institutionnels et privés.

COMITÉ DE LECTURE : Christian Castellanet, Philippe Lavigne Delville, Dominique Violas, Guillaume Bastard, Emmanuel Fauroux.

Le monde change, les façons de travailler en coopération aussi. Au Sud comme au Nord, effervescence associative, libéralisation économique et décentralisations administratives renouvellent le paysage institutionnel. Les revendications légitimes des citoyens à plus de prises sur leurs conditions de vie amènent à inventer des articulations originales entre démocratie participative et démocratie électorale. Pour rompre les logiques d'exclusion, pour assurer un accès équitable aux services et aux opportunités économiques, de nouvelles articulations entre État, marché et société civile sont à créer, et à consolider institutionnellement et juridiquement.

La légitimité d'actions de solidarité internationale est d'y contribuer, aux côtés des acteurs locaux engagés dans de telles démarches. Mais le système d'aide favorise trop souvent les modes, les impositions de problématiques, les solutions toutes faites. Coopérer aujourd'hui implique de travailler en phase avec les dynamiques sociales, politiques et institutionnelles locales, avec une exigence accrue en termes de qualité et d'efficacité à long terme.

Publiée par la Direction scientifique du Gret, cette série souhaite contribuer au renouvellement de la réflexion stratégique et méthodologique sur l'intervention de développement et les pratiques de coopération, à partir d'une réflexion critique sur les pratiques. Principalement issue des travaux et actions menés au Gret, elle accueille volontiers des textes externes.

La collection « Coopérer aujourd'hui » est dirigée par Christian Castellanet.

► Derniers titres parus

n° 61. « Pouvoirs locaux et modes de gouvernance dans les campagnes nigériennes. Un espace public est-il possible ? » (Jean-Pierre Olivier de Sardan [Lasdel Niger], Gret/Direction scientifique, septembre 2008, 47 pages).

n° 62. « Adapter les démarches de développement local au contexte institutionnel et aux acteurs. Diagnostic, appui aux porteurs de projets et maîtrise d'ouvrage des réalisations : trois notes méthodologiques » (Émilie Barrau [pôle DAT], Philippe Lavigne Delville [Direction scientifique] et Daniel Neu [pôle DAT], Gret/Direction scientifique, octobre 2008, 62 pages).

n° 63. « À la recherche d'une légitimité politique dans la gestion villageoise du service de l'eau ? Comités de gestion, configurations politiques et fonctionnement des services d'eau potable au Nord Sénégal » (Clément Répussard [Gret], Gret/Direction scientifique, novembre 2008, 62 pages).

n° 64. « Promouvoir les filières secondaires en milieu rural par une approche entrepreneuriale. Une expérience en pays Androy (Sud de Madagascar) » (Emmanuelle Patetsos [Gret], Gret/Direction scientifique, mars 2009, 50 pages).